

LE PARTENARIAT



Une coopération à taille humaine

2014

RAPPORT D'ACTIVITES

Pour un développement local, durable et solidaire



SOMMAIRE

Remerciements	Page 4
Présentation de l'Association.....	Page 5
Le Pôle Coopération.....	Page 6
Les Projets au Sénégal.....	Page 7
<i>Thématique 1 - Gouvernance Locale.....</i>	<i>Page 8</i>
<i>Thématique 2 – Education.....</i>	<i>Page 10</i>
<i>Thématique 3 – Santé.....</i>	<i>Page 18</i>
<i>Thématique 4 – Environnement.....</i>	<i>Page 25</i>
Les Projets au Maroc.....	Page 33
<i>Thématique 1 - Education.....</i>	<i>Page 34</i>
<i>Thématique 2 : Appui à la Commune d'El Aounate.....</i>	<i>Page 36</i>
Les Projets en Guinée.....	Page 37
<i>Missions exploratoires.....</i>	<i>Page 38</i>
Le Pôle Éducation au Développement.....	Page 41
Public enfants et lycéens.....	Page 43
Public d'adultes et acteurs de l'Education.....	Page 46
L'accompagnement des porteurs de projets.....	Page 48
Le travail en réseau.....	Page 56
Revue de Presse.....	Page 60

REMERCIEMENTS

Nos actions et réalisations en France, au Sénégal et au Maroc sont le fruit des concertations et des collaborations avec différents acteurs : institutionnels, associatifs, universitaires, etc. Nous tenons à remercier tous ces partenaires pour leur confiance et leur soutien à l'égard des projets que nous menons :

- ♦ **En France**

Le Ministère des Affaires Etrangères –La Région Nord-Pas-de-Calais - Le Département du Nord - Ville de Lille - Ville de Saint-Laurent-Blangy - Agence Française de Développement - Secrétariat Général aux Affaires Régionales (Préfecture du Nord)- Lianes coopération – France Volontaires- Cités Unies France - Fondation de France - Rectorat de Lille - Inspection Académique du Nord - Centre Régional de Documentation Tiers-monde - Agence de l'Eau Artois Picardie –Educasol- UNESCO- Ademe- Caisse d'Epargne Nord France Europe - Espaces Naturels Régionaux- EDF- Eaux du Nord - Fondation Powéo - Citéos- - ABEJ- IDDR-

- ♦ **En Europe**

Commission Européenne (EuropeAid) - Studio Globo- Leeds Development Education Center- Partners Poland- Partners Czech Republic.

- ♦ **Au Sénégal**

Service de Coopération et d'Action Culturelle - Conseil Régional de Saint Louis – Conseil Régional de Matam - Région Médicale de Saint Louis - Commune de Saint Louis - Inspection d'Académie de Saint Louis et de Matam – Service Régional d'Action Sociale - Agence Française de Développement - Association Ardèche Drôme Ourossogui (ADOS) - Agences Régionales de Développement (Région de Saint Louis et de Matam) - Agence de Développement Communal (Saint-Louis) - Communes et Communautés Rurales de la Région de Saint Louis et de la Région de Matam- Collectif des enseignants de Saint-Louis.

- ♦ **Au Maroc**

La Région de Doukkala Abda- Ministère de l'Education Nationale – Ministère de la Jeunesse et des Sports – Initiative Nationale pour le Développement Humain – Commune Urbaine de Safi - Délégation Régionale du Secrétariat à l'Eau et à l'Environnement – Délégation provinciale de Safi du Ministère de l'Education Nationale – Délégation Régionale de Safi du Ministère de la Santé

Nous remercions enfin tous les membres de l'Association sans qui toutes les réalisations n'auraient pas abouti.

PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

Le Partenariat est une association (loi de 1901) créée en 1981 suite au jumelage entre deux villes : Lille et Saint-Louis. Rapidement, elle devient opérateur de coopération entre les collectivités du Nord (Conseil Régional Nord Pas de Calais, Conseil Général du Nord, Commune de Saint Laurent Blangy) et les collectivités de la Région de Saint Louis au Sénégal. Très vite, l'association a souhaité faire évoluer ses actions afin de répondre de manière efficace aux besoins et aux attentes des populations locales. Différents programmes d'actions ont ainsi pu émerger, encadrés sur place par des volontaires. Après 32 années d'existence, l'association, qui est toujours présente dans la ville de Saint-Louis, a développé des activités dans toute la Région de Saint-Louis et depuis 2010 dans la Région de Matam. Depuis 2007, elle intervient également dans la Région de Doukkala-Abda au Maroc.

Le rôle du Partenariat en tant qu'association de Solidarité Internationale est de participer à la mobilisation de différents partenaires institutionnels, techniques ou financiers et de catalyser les initiatives entre le Nord et le Sud. Elle organise dans le Nord-Pas de Calais des actions de sensibilisation à la citoyenneté internationale mais également à la mondialisation et au développement durable. Pour promouvoir cette mission, elle a créé le centre Gaïa, véritable espace d'immersion et d'animation à destination du grand public et plus particulièrement des enfants.

Sur l'ensemble de ses territoires d'intervention, l'association met en œuvre des programmes de développement socialement responsables et respectueux de l'environnement. En vue de parvenir à développer « une coopération à taille humaine sur un territoire délimité », valeur clé de l'association, le Partenariat s'est fixé différents objectifs :

- La promotion du **développement des pays du Sud** dans un esprit de réciprocité ;
- **Susciter et encourager les échanges** entre les collectivités du Nord-Pas de Calais et celles du Sud, dans un esprit de partenariat et d'échanges ;
- **Pratiquer et favoriser l'Education au Développement** au Nord et au Sud ;
- Développer entre les populations, les associations locales, les groupements sociaux et les collectivités locales et territoriales des pays du Sud et de la Région Nord-Pas de Calais, **des relations privilégiées et des échanges** en matière d'éducation, de santé, de culture, d'économie, de gestion municipale, de développement des quartiers, d'urbanisme, d'action sociale, de tourisme et de sport ... et de réaliser un échange permanent d'informations et d'expériences ;
- Développer et **mettre en œuvre des formations professionnelles** qualifiantes et non qualifiantes dans les domaines suivants : Education au Développement, Développement durable, inter-culturalité, citoyenneté internationale, insertion et maintien dans l'emploi et dans tout autre domaine en lien avec les valeurs de l'association ;
- Intégrer dans les activités la **dimension mondiale et locale du développement durable** en démontrant que les enjeux sont liés, et qu'ils concernent tous les habitants de la planète.

LE POLE COOPÉRATION

Le Partenariat développe ses programmes au Sénégal et au Maroc en agissant, d'une part en tant qu'opérateur des coopérations décentralisées des collectivités locales des régions Nord-Pas de Calais, de Saint-Louis et de Doukkala-Abda, et d'autre part comme Organisation Non Gouvernementale en mobilisant des fonds d'origine publique ou privée.

Une méthodologie :

Le Partenariat prône une démarche d'intervention bien spécifique :

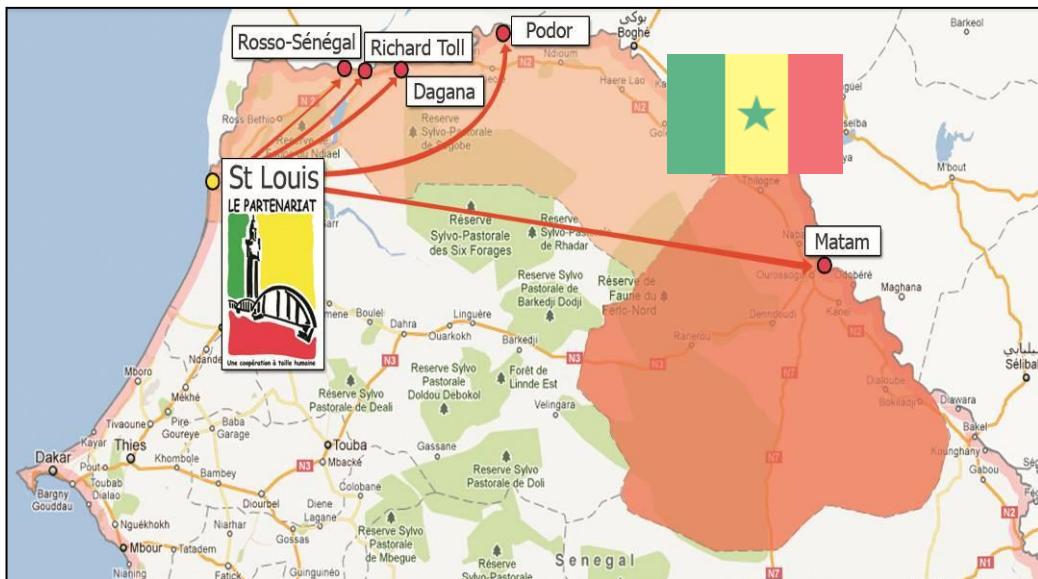
- ♦ Diagnostic concerté des besoins et des réponses, évaluation (identification, élaboration, mise en œuvre, évaluation)
- ♦ Réalisation :
 - Travail en réseau
 - Des programmes placés sous la maîtrise d'ouvrage des collectivités locales ;
 - Responsabilisation et mobilisation des compétences des structures locales ;
 - Renforcement de capacités des partenaires locaux (dans le cadre de la décentralisation) ;
 - Mobilisation des ressources locales
 - Promotion de la démocratie participative ;
- ♦ Evaluation.

Une action à long terme :

La coopération, afin de réaliser son objectif de structuration des acteurs locaux, a besoin d'être engagée sur du long terme. Comme tout processus, il y a des évolutions dans les relations et les actions qui se développent entre les partenaires, mais toujours ce besoin de continuité.

Le Partenariat mobilise une équipe permanente dans chaque pays de son intervention : France, Sénégal et Maroc. En outre, cela permet de créer du lien et de faciliter les relations entre les acteurs.

La Coopération avec le Sénégal



Thématiques et cadre d'intervention du Partenariat au Sénégal :

Gouvernance

Santé

Education

Environnement

Axe d'intervention 1 : Gouvernance Locale

Appui institutionnel aux collectivités locales du département de Dagana

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée - Conseil Général du Nord et Département de Dagana

Objectif : œuvrer pour un développement local, participatif et durable des Collectivités Locales du Département de Dagana.



Appui institutionnel au Groupement d'Intérêt Communautaire

→ La tournée d'information et de sensibilisation auprès des collectivités locales de Dagana

Au lendemain des élections locales de Juin 2014, il a été nécessaire de procéder à la mise à jour des instances du GIC pour sa mise en conformité avec la nouvelle loi en vigueur : **l'Acte III de la décentralisation**.

Chaque Collectivité Locale a réitéré son appartenance au GIC de Dagana, qui selon les Maires rencontrés, constitue pour eux un cadre d'échanges, de dialogue et d'harmonisation des actions entre autorités locales. Ainsi, chaque Commune a produit un **arrêté**, nommant ses trois représentants au GIC dont le Maire. Lequel constitue un socle institutionnel pour chaque CL, légitimant ainsi, son libre choix à appartenir au GIC de Dagana.

→ Le renouvellement des instances du GIC :

Il a abouti sur deux séances. Toutes présidées par la Présidente sortante sous la supervision du Préfet de Dagana. Durant la première séance, l'équipe sortante a présenté un rapport moral intégrant les acquis du GIC depuis le cadre de concertation jusqu'à sa reconnaissance à travers un décret présidentiel avec un focus sur les grandes réalisations à l'échelle du département, notamment dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'action sociale, l'environnement et le développement durable...

Le Préfet a procédé à l'installation du nouveau bureau du GIC au nom des pouvoirs qui lui sont conférés à la tête du département de Dagana en tant qu'autorité de la déconcentration. Il a invité la nouvelle équipe à monter un comité de modification du décret afin de faire des propositions de mise à jour par rapport à la nouvelle loi en vigueur. En annexe, le CR de l'AG du GIC.



Thématique 1 : Gouvernance Locale

Bonne Gouvernance et renforcement des capacités communales

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée – Commune de Saint Laurent Blangy et Commune de Rosso

Objectif : Ce programme a pour but de soutenir la commune de Rosso dans l'appropriation et la maîtrise de ses compétences décentralisées, et de favoriser la mise en œuvre de son plan d'investissement communal.



Renforcement des capacités de la Commune de Rosso

→ Le renouvellement des Conseils de Quartier de Rosso :

Au lendemain des élections de 2014, la nouvelle équipe municipale a identifié comme action prioritaire l'implication de la population dans la gestion des affaires de la municipalité afin d'être en phase avec la nouvelle loi en vigueur au Sénégal (Acte 3 de la décentralisation). Dans ce sens, il a été arrêté, par le bureau du Conseil Municipal, le renouvellement des Conseils de Quartiers qui sont restés inactifs pour des raisons de positionnement politique. Dans ce sens, une réunion technique d'orientation sur les missions et la composition du Conseil de Quartier a été tenue avec le bureau du Conseil Municipal aboutissant à la rédaction de termes de référence.



→ Les réunions techniques de suivi :

Les réunions techniques de suivi du programme de coopération se tiennent mensuellement à Rosso Sénégal. Elles enregistrent la participation du Bureau du Conseil Municipal, l'équipe de gestion du projet UE et le Partenariat. Elles ont pour objectif de faire un suivi régulier du déroulement du programme de coopération décentralisée entre les Villes de Rosso Sénégal et Saint-Laurent-Blangy. Durant chaque réunion, le Partenariat informe le bureau du CM de l'état d'avancement relatif à la mise en œuvre des actions retenues durant le mois d'exercice, recueille les avis de la Commune, partage les documents et les soumet pour validation. Le cas échéant, des recommandations sont faites pour améliorer la démarche de mise en œuvre. Un plan d'action mensuel est élaboré et validé par l'ensemble des acteurs, pour le mois suivant.



Thématique 2 : Education

Accès à l'éducation secondaire – Département de Dagana

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée – Conseil Général du Nord et Département de Dagana

Objectifs :

- Améliorer les conditions d'accès par la construction et la réhabilitation de salles de classe et l'équipement.
- Former des CGE, les personnels, les chefs d'établissements pour une meilleure gestion.
- Mieux impliquer les acteurs dans le processus de développement durable.



Construction et réhabilitation d'infrastructures scolaires

ETABLISSEMENTS	ACTIONS REALISEES		BENEFICIAIRES
	Construction	Accompagnement	
Ecole Elémentaire Guem Yalla	Réhabilitation de 2 box sanitaires et extension Réalisation de 2 ^e robinet Adduction eau	Sensibilisation sur Education-Hygiène-Assainissement Formation du CGE Reboisement	84 élèves APE et CGE Equipe pédagogique et élèves Commune de Bokhol
Ecole Elémentaire Mery	Réhabilitation de 3 box sanitaires Réalisation de 2 ^e robinet Adduction eau	Sensibilisation sur EHA Formation du CGE Reboisement	53 élèves APE et CGE Equipe pédagogique et élèves Commune de Bokhol



Thématique 2 : Education

Amélioration des Conditions de Scolarisation – Commune de Rosso

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée – Commune de Saint Laurent Blangy et Commune de Rosso

Objectif : La finalité du programme est de soutenir la commune de Rosso dans le suivi et la mise en place de projets de territoire en matière d'éducation.



Appui au dispositif de coordination et de gestion du système éducatif

→ Appui au fonctionnement du CLEF

Le Comité Local d'Education et de Formation de Rosso a bénéficié d'un appui pour l'élaboration d'un Plan Local de Développement Educative (PLDE) sur une période de trois ans. Ce document, outil d'aide à la prise de décision, miroir de la Commune dans sa définition d'une véritable politique éducative, a réuni durant son élaboration l'ensemble des acteurs du secteur éducatif à savoir les enseignants, CGE et APE, l'Inspection de l'Education et de la Formation de Dagana, la Commission Education et Formation du Conseil Municipal de Rosso. Le PLDE regroupe l'ensemble des besoins en termes d'amélioration de la qualité, de l'accès et de la gestion en vue d'assurer de meilleures conditions d'éducation.



Par ailleurs, des sessions de formation ont été organisées par les IEF dans le cadre de la mise en œuvre du PAQUET initié par l'Etat du Sénégal en vue des atteintes des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

→ L'appui à l'organisation d'examen blanc :

Le Collectif des Directeurs d'Ecole de la Commune de Rosso Sénégal a bénéficié d'un appui logistique et financier pour l'organisation d'exams blancs communaux. L'examen blanc vise à préparer l'enfant de CM2, afin qu'il réussisse son certificat de Fin d'Études Élémentaires et décroche son ticket d'entrée en Sixième.



A travers les résultats des exams blancs, le CODEC définit une stratégie d'encadrement pour mieux préparer les élèves à l'examen d'entrée en sixième. Tous les élèves de CM2 de la Commune de Rosso Sénégal ont bénéficié de cet examen tenu les 16 et 17 Juin 2015.

Thématique 2 : Education

Amélioration des Conditions de Scolarisation – Commune de Rosso

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée – Commune de Saint Laurent Blangy et Commune de Rosso

Objectif : La finalité du programme est de soutenir la commune de Rosso dans le suivi et la mise en place de projets de territoire en matière d'éducation.



Education à l'environnement et amélioration du cadre de vie scolaire

→ Programme d'Education à l'environnement

Des sensibilisations au niveau de l'ensemble des établissements scolaires de la commune de Rosso ont été réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'amélioration du cadre de vie de Rosso soutenu financièrement par l'Union Européenne. A l'échelle communale, un comité d'animation en milieu scolaire regroupant la mairie, le Partenariat, le CODEC, les principaux et le proviseur du Lycée de Rosso, le service d'hygiène, la Croix Rouge et les trois (3) Infirmiers Chef de Poste, a été installé et officialisé par arrêté municipal.

Sa principale mission est la définition des orientations stratégiques. Dans chaque école, un comité restreint est monté dont la responsabilité d'assurer la sensibilisation au niveau de l'école sur les aspects liés à notre environnement et cadre de vie scolaire. Ces séances de sensibilisations ont permis de toucher 3 085 élèves dans les cycles élémentaires et préscolaires, plus de 2 000 Collégiens et Lycéens de Rosso.

→ Appui à la réhabilitation des salles de classes à Mbagam

L'Association des Parents d'Elèves de l'école élémentaire de Mbagam avait entamé la construction d'une salle de classe sur fonds propres pour résorber le gap en salle de classe de l'établissement. Entre temps, deux salles de classes qui abritaient deux cours pédagogiques deviennent inutilisables. L'action a ainsi permis d'appuyer financièrement l'APE de Mbagam qui a ainsi réhabilité les deux salles de classe et terminé la salle de classe débutée sur fonds propres.



Comité de suivi – Education à l'environnement



Toiture avant réparation

Accompagnement et soutien de la case des tout-petits

Le secteur de la petite enfance constitue une étape très importante pour la préparation de l'enfant au cycle élémentaire. Conscient de ça, les partenaires de la coopération décentralisée accordent une importance capitale à ce secteur avec des réalisations appréciées par les autorités de l'éducation (Direction de la petite enfance) et l'Etat du Sénégal à travers le Préfet de Dagana. L'objectif du programme de coopération 2013-2015 étant de consolider les acquis, les activités réalisées sont les suivantes :

→ **Le renouvellement et la formation des comités de gestion :**

L'objectif était de redynamiser les comités de gestion des cases de Rosso et Mbagam, qui depuis leur installation n'ont pas été renouvelés et fonctionnaient au ralenti. L'action a ainsi permis de renouveler les bureaux des comités de gestion avec l'appui technique du service départemental de la petite enfance.

Par ailleurs, le bureau nouvellement élu a bénéficié d'une session de renforcement de capacité sur la gestion administrative et financière. La formation était assurée par le Chef de service régional de la petite enfance. Elle a réuni l'équipe pédagogique, le bureau du comité de gestion et le Président de la Commission Education et Formation, la mairie et le Partenariat. A terme, le comité de gestion de Rosso a été outillé pour une meilleure prise en charge des missions assignées.

→ **La dotation de blouses aux cases des tout-petits :**

Les CTP(cases des tout-petits) de Mbagam et de Rosso ont été équipées en blouses au complet durant l'année scolaire 2014. Cette action s'inscrit dans le cadre de l'appui au fonctionnement des comités de gestion. Elle a pour objectif d'appuyer l'équipement des cases de Rosso et de Mbagam en matériels. Ainsi, un nombre de 250 blouses a été confectionné pour les tout-petits afin d'appuyer les comités de gestion à prendre en charge l'équipement des enfants. Ainsi, un lot de 180 blouses a été attribué à la CTP de Rosso et un lot de 80 blouses à la CTP de Mbagam. Cette répartition est faite sur la base des effectifs des deux établissements publics d'accueil des tout-petits de Rosso.



→ **Les activités extrascolaires :**

1) La sensibilisation sur le renforcement nutritionnel :

Au niveau de la petite enfance, des actions de sensibilisation sur des maladies spécifiques à la zone de Rosso Sénégal sont soutenues par la Coopération dans le but de renforcer la capacité des mamans pour une meilleure prise en charge de la santé préventive de la petite enfance, couche très vulnérable et très exposée. La journée a coïncidé avec la restitution des résultats du 4^e trimestre de l'année 2014 sur le Programme de Renforcement Nutritionnel piloté par la cellule de lutte contre la malnutrition au niveau national et de la mission de Marie France Maucourant à Rosso.



Sous la présence effective du Maire, des parents d'élèves, de l'équipe pédagogique, des tout-petits, de l'ASBEF opérateur de la zone de Rosso, des partenaires (SLB et LP) la séance a essentiellement tourné autour de :

- La sensibilisation sur les conduites à tenir en cas de diarrhées chez l'enfant,
- La sensibilisation sur l'importance du lavage des mains avec l'eau et du savon,
- La sensibilisation sur l'importance de consommer du sel iodée,
- La sensibilisation sur l'importance du suivi de la vaccination des enfants.



2) La sensibilisation sur la bilharziose :

L'objectif général visé, à travers l'action, est de mener une campagne de sensibilisation et de prévention en vue d'assurer une meilleure prise en charge des problèmes de santé liés à la bilharziose, en faveur des tout-petits et de leurs mamans. Spécifiquement :

- Prévenir et sensibiliser les tout-petits et leurs mamans sur la bilharziose.
- Renforcer les connaissances de l'équipe pédagogique et des volontaires sur les techniques de précaution et de prévention de la bilharziose.
- Procurer une dose de praziquantel à chaque enfant de la case des tout-petits de Rosso (Dépistage des enfants).



Thématique 2 : Education

Programme d'Accès à l'Eau en Milieu Scolaire (PAEMS)

Cadre d'intervention : Convention Projet Terrain avec l'Agence Française de Développement

Objectif : Ce programme a deux buts complémentaires : l'amélioration du cadre de vie scolaire à travers la fourniture d'équipements complémentaires aux infrastructures de base, et l'accompagnement, la formation et la sensibilisation des élèves et leurs enseignants à l'hygiène et à la bonne gestion de l'eau.



Le déficit en matière d'infrastructures du secteur de l'éducation a conduit à la mise en œuvre d'une stratégie d'intervention s'inscrivant dans le cadre des politiques nationales. Le but étant de contribuer à améliorer les conditions d'accès à l'eau et à l'assainissement dans les écoles : ici, de la région de Saint-Louis et de Matam.

Le programme a permis de toucher 64 écoles entre 2012 et 2015 et de toucher plus de 5 000 élèves. Et pour cela, une forte mobilisation des acteurs locaux est requise à travers le développement d'activités.



Organe de pilotage et de coordination du programme



Le Programme d'Accès à l'eau en Milieu Scolaire – PAEMS: Méthodologie

COMITÉ DE SUIVI RÉGIONAL

Conseil régional, IA, ARD, services techniques, représentants des programmes partenaires

Sous maîtrise d'ouvrage du Conseil régional: suivi du programme à l'échelle régionale, articulation avec les programmes en cours, études des besoins en eau et assainissement dans le secteur de l'éducation

COMITES DEPARTEMENTAUX

IEF, ARD, services techniques, Collectivités locales d'interventions, représentants des écoles choisies (CGE/APE et directeurs)

Comités opérationnels de validation, lancement, bilan des interventions dans les écoles du département

COMITES LOCAUX (dans chacune des écoles)

IEF, Communauté Rurale, APE-CGE, Équipe pédagogique

Durant la durée de l'intervention dans l'école, assure le suivi local du chantier, des sensibilisations et du volet accompagnement. A cet effet, une convention est signée dans chaque école.

Accès à l'eau et à l'assainissement dans les écoles

Au cours de l'année 2014 /2015 **24 écoles ont bénéficié d'une intervention dont 10 en Région de Matam.**

Au sein de cet établissement, le Partenariat met en place un pack intégré d'activités qui permet de répondre de manière transversale et adaptée aux besoins de l'école. En amont, des comités de pilotage à différents échelons territoriaux ont été mis en place afin d'identifier, de planifier, de suivre et d'évaluer les activités du programme.

A noter que le programme a permis la mise en place de 2 extensions longues du réseau d'eau potable et la création de 2 bornes-fontaines villageoises.



Formation des enseignants

Proposition de pack intégré au sein d'une école

Volet 1 : Réalisation d'infrastructures

- Construction d'un bloc de 4 Box - latrines (séparation filles/garçons)
+ 1 Box – latrine pour les enseignants
- Construction d'une borne-fontaine
- Construction d'une clôture grillagée

Volet 2 : Sensibilisation et accompagnement

- Sensibilisation des élèves EHA / Environnement
- Formation des acteurs à l'entretien et à la maintenance
- Sensibilisation à la scolarisation des enfants
- Renforcement des compétences du Comité de Gestion d'Etablissement
- Formation des enseignants EHA/Environnement

Volet 3 : Mise en valeur de l'établissement

- Reboisement du site et réalisation d'une haie vive
- Accompagnement d'un micro projet environnemental



Clôture



Latrines standard du programme



Borne – Fontaine villageoise

Sensibilisation des élèves à l'hygiène, l'assainissement et à l'environnement

Les objectifs :

Sensibiliser les élèves, les enseignants et le milieu sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène, d'assainissement, d'environnement et de développement durable.

Les actions de sensibilisation peuvent toucher plusieurs thématiques :

- ♦ Les thématiques de l'eau, l'hygiène et la prévention des épidémies.
- ♦ Le développement durable et l'éducation environnementale.



Méthodologie :

Les actions de sensibilisation sont organisées par les services techniques avec l'appui du Partenariat.

Les services techniques mobilisés sont :

- ♦ Les services de l'hygiène pour les sensibilisations sur l'eau et l'hygiène (en général 2 par école : une première dès la fin de la réalisation des infrastructures, une seconde entre 6 à 12 mois après),
- ♦ Les services de l'Environnement et des établissements classés pour les actions de sensibilisation sur l'environnement.



Thématique 3 : Santé et Action Sociale

Amélioration des conditions d'accès aux soins

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée – Conseil Général du Nord et Département de Dagana

Objectif : Améliorer les conditions socio sanitaires des populations et le développement de la santé dans le cadre d'une concertation active entre les différents acteurs dans le système local de santé.

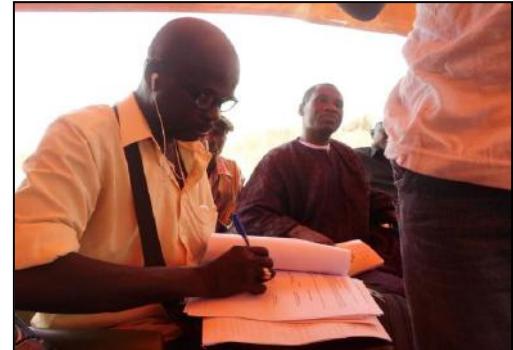


Amélioration des conditions d'accès à la Santé

→ L'équipement de la Case de santé de Pakh :

Identifié comme une priorité par la sous-commission santé et action du GIC et validé par l'AG, l'équipement de la Case de Santé de Pakh a été une sollicitation du District sanitaire de Richard Toll et de la Commune de Ronkh. Des réunions se sont tenues à la fois avec le Médecin-Chef et le comité de santé de Pakh afin de décliner cette ambition en projet réalisable. Dans ce sens, une proposition de convention a été élaborée, partagée et validée avec les différents acteurs. Une liste de besoins proposée et validée par le District de Richard –Toll a été passée en commande pour livraison.

Pour rappel, la case de santé de Pakh est l'unique structure sanitaire au niveau de la Zone Sud de la Commune de Ronkh. Elle polarise 7 villages pour une population de 2963 habitants. Elle dépend d'un poste de santé situé à plus de 40 Km de la case dans une zone très enclavé. Construite depuis 2012, la Case ne dispose d'aucun équipement. Son personnel est composé d'un ASC, de 2 relais et de deux matrones. La case est très fréquentée et accueille toutes les descentes des techniciens de la santé au niveau de la zone sud de la commune de Ronkh



Validation de la convention d'équipement par le comité de suivi



Appui aux structures de gestion

→ L'installation et la formation des comités de gestion de santé

Au niveau du District de Dagana, 12 comités de santé ont été installés dont un renouvellement, et dans le District de Richard-Toll, 23 comités de santé ont été installés. Tous ces comités ont été reconnus et officialisés par arrêté municipal. Au terme des installations des comités de gestion de santé, le GIC a priorisé dans son plan d'action de 2015, leur formation avec l'appui technique et méthodologique des deux Districts. Les séances de formation sont prévues durant le premier semestre de l'année 2015.

→ **Suivi des activités du centre ado de Dagana :**

Financé dans le cadre de la mise en œuvre du programme de coopération 2010-2012, le centre ADO de Dagana s'inscrit dans la pérennisation du programme sur la Santé de la Reproduction des Adolescents en permettant au District de Dagana de disposer d'un local pour effectuer des sensibilisations, des séances de conseils et des consultations auprès des jeunes du Département.

Il allie les caractéristiques de centre conseil pour adolescents, avec des services sanitaires spécialisés. Des compétitions inter-collèges, à l'échelle départementale, sont organisées annuellement par le centre ado pour sensibiliser davantage les jeunes sur les fléaux qui les menacent à savoir la santé de la reproduction, les IST, la drogue, le tabagisme... Il est unique en son genre au niveau national, le premier centre d'information et de sensibilisation de jeunes en matière de santé de la reproduction, à ce titre il a suscité d'importantes visites d'autorités de santé et de partenaires internationaux.



Tableau 1 : Bilan des activités du centre Ado 2014 sur les IEC:

Activités	Nombre de séance	Nombre de jeunes touchées
Projection de film (Grossesses précoces, violences sexuelles et IST)	42	1866
Entretien individuel	43	43
Séances d'animation ((Grossesses précoces, violences sexuelles et IST))	29	589
Visite du centre pour documentation et information	-	651
Tournoi génie en herbe (Niveau Collège)	08	424
Week-end SRAJ avec finale génie en herbe, concours de théâtres et dessins	01	650
Formation des pairs éducateurs sur le curriculum grandir en harmonie (Construire son avenir)	01	20
Formation de pairs-éducateurs sur l'utilisation de réseaux sociaux pour s'informer et sensibiliser pour la prévention sur la SRAJ	01	20
Formation des prestataires sur la SRAJ	01	23

→ **La tournée de sensibilisation en hygiène bucodentaire :**

Dans le plan d'action du GIC de 2014, la sensibilisation en hygiène bucco-dentaire a été fortement recommandée par les deux districts et validée par les élus. Un projet a été élaboré avec la participation des chirurgiens dentistes des deux districts et de l'IEF de Dagana. Dans ce sens, 11 établissements scolaires du département de Dagana, dont un Daara, ont bénéficié des tournées de sensibilisation préventive sur l'hygiène bucco-dentaire, avec des soins et des dotations de kits (Brosses à dents et pâtes dentifrice). L'objectif étant de contribuer à l'amélioration de l'hygiène de vie des enfants du cycle élémentaire à travers la santé bucco-dentaire qui constituent un réel problème au niveau de cette cible du fait des habitudes alimentaires.

La réalisation du projet a permis le renforcement de capacité sur les techniques de prévention en hygiène bucco-dentaire, de brossage correct des dents pour 11 établissements scolaires du département de Dagana avec en moyenne plus de 500 personnes touchées (Elèves, enseignants et parents d'élèves) par école.

Elle a aussi permis aux élèves qui se situent dans des endroits très enclavés, difficiles d'accès et où on ne compte pas de médecin dentistes, d'être en contact direct durant une journée avec des chirurgiens dentistes pour des consultations et traitement de maladies dentaires



BILAN QUANTITATIF						
ECOLES	DISTRICTS	Nombre d'élèves consultés	Nombre de traitement local (Amalgame)	Nombre d'extraction dentaire	Nombre kits dentaires distribués	Nombre de rendez-vous donnés
GAE	DAGANA	30	02	19	30	06
BOKHOL	DAGANA	26	00	20	30	06
DAGANA	DAGANA	29	02	20	30	04
DIAWAR	RICHARD TOLL	29	03	24	30	06
KASSAK NORD	RICHARD TOLL	27	11	16	30	01
RONKH	RICHARD TOLL	27	03	20	30	02
MBANE	DAGANA	30	05	20	45	04
RAYNABE	RICHARD TOLL	25	00	25	45	00
DIAGLE	DAGANA	28	06	21	45	02
NIASSENE	RICHARD TOLL	25	02	20	45	03
NIASSANTE	DAGANA	30	03	23	50	01
TOTAL		306	37	228	410	35



Vues des tournées de sensibilisation et de traitement en hygiène buco-dentaire

CONTEXTE

La mission de sensibilisation auprès des CL, des districts sanitaires, associations locales de personnes handicapées moteurs et autorités administratives de l'Etat est organisée par le Service de l'action sociale. L'objectif est de faire un plaidoyer au niveau de ces acteurs dans le but de préparer les missions de consultation et de livraison d'appareils orthopédiques en faveur des personnes handicapées moteurs. Par ailleurs, permettre aux différents acteurs surtout les CL de s'approprier les missions d'appareillage orthopédique pour sa pérennisation.

OBJECTIFS

Améliorer les conditions de vie et de mobilité des personnes handicapées moteurs du département de Dagana, à travers :

- Une mission de lobbying,
- Une mission de consultation et de prise de mesure et,
- Une mission de livraison

RESULTATS ATTEINTS

- Plus de 200 personnes sont consultées et des prises de mesure effectuées sur certains patients
- Plus de 50 appareils orthopédiques sont livrés
- Plus de 60 aides techniques sont livrées (cannes, béquilles)
- 25 fauteuils roulant sont livrés
- Plus de 50 appareils orthopédiques sont livrés
- Un point de presse est tenu (Ecrite, orale et visuelle),



Plaidoyer auprès du préfet



Appareillage des bénéficiaires



Tableau 2 : Données de la mission de consultation et de prise de mesure

Sites	Diagnostique	Séquelles de poliomyélite	Amputation de membres	Paraplégie hémiplégie	Limitation cheville	Retards psychomoteurs	Genou	Polymalformé	Inégalités	Aucun handicap Moteur
Dagana	38	14	6	2	2	3	1	2	5	3
Mbane	33	8	4	2	2	5	3	3	4	2
Richard Toll	31	7	8	5	0	4	3	0	3	1
Ngithi	14	5	1	2	1	2	0	0	1	2
Rhonk	42	11	1	6	2	5	1	2	3	3
Ndiaye	52	13	9	4	5	7	3	4	5	2
Gae	10	5	2	0	0	1	1	0	0	1
TOTAL	226	68	32	23	12	29	13	11	23	15

Thématique 3 : Santé et Action Sociale

Amélioration des conditions de soins – Commune de Rosso

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée – Commune de Saint Laurent Blangy et Commune de Rosso

Objectif : le but du programme est d'améliorer les conditions socio-sanitaires des populations et de favoriser le développement de la santé communautaire à l'échelle de la commune.



La santé est un acte prioritaire pour la commune de Rosso confirmant ainsi les orientations de cette coopération entre Saint-Laurent-Blangy et Rosso depuis le premier plan d'action 2007-2009.

Les objectifs du programme 2013 – 2015 sont essentiellement tournés vers la mise en place d'un programme de santé communautaire et scolaire et visent à pérenniser les interventions des précédents programmes.

Programme de Santé communautaire et Scolaire

→ Installation du Comité Santé Scolaire :

Présidé par le Président de la Commission Education et Formation, le comité regroupe les APE et le Comité des Directeurs d'Ecoles. Il a pour objectif d'assurer l'organisation de la journée santé scolaire. Le comité est officialisé par arrêté municipal et une convention de pérennisation des activités santé scolaire élaboré, partagé et validé par les différents contractants (Commune, Comité Santé Scolaire et Partenariat).



→ L'organisation de journées santé scolaire :

Dans cet axe, deux journées de santé scolaire ont été organisées au courant des années 1 et 2 du programme de coopération 2013-2015. La journée santé scolaire a pour objectif de soutenir la politique communale de prise en charge sanitaire des élèves de Rosso Sénégal.



1. Année 2013 : sensibilisation sur la bilharziose pour les élèves du préscolaire et élémentaire et la santé de la reproduction pour les collégiens de Rosso Sénégal.
2. Année 2014 : l'hygiène buccodentaire et les carences en vitamines.



→ Acquisition de matériel

Dans cette axe, on note l'acquisition d'appareils « Texteur de Glycémie » au niveau des trois Postes de Santé de Rosso et des échantillons d'habits pour nouveaux nés. Ce important lot de matériel constitue un don que les acteurs de la santé de la Ville de St-Laurent-Blangy ont bien voulu mettre à la disposition de leurs homologues pour renforcer leurs plateaux techniques médicaux et ainsi contribuer à l'amélioration des conditions de prise en charge sanitaire au niveau de Rosso. Ce don a été remis par la Présidente de l'Association AIRS durant sa mission au Sénégal.



→ La finition du logement ICP du Poste de santé de Rosso Peulh :

Le logement ICP du PS de Rosso Peulh constituait la contrepartie communale dans la mise en œuvre du projet d'accès aux soins dans le précédent programme (2010-2012). La Commune a ainsi finalisé la construction du logement au courant de l'année 2014. Ce logement a été réceptionné et mis à la disposition de l'Infirmier Chef de Poste. Il a pour finalité de fixer l'ICP dans le poste afin d'améliorer les conditions de prise en charge des malades, surtout les cas urgents car le poste se situe dans la zone périphérique.



Thématique 3 : Santé et Action Sociale

Programme de Renforcement Nutritionnel

Cadre d'intervention : Convention de partenariat avec la Cellule de Lutte Contre la Malnutrition – Etat Sénégalais

Objectif : L'objectif global du projet est de promouvoir la santé de la reproduction à travers la lutte contre la mortalité maternelle et infantile pour l'atteinte des OMD 4 et 5.



Suivi – promotion de la croissance

CONTEXTE :

Le programme de Renforcement Nutritionnel est un programme de l'Etat du Sénégal dont la mise en œuvre est confiée à des Organisations Non Gouvernementales désignées sous le vocable d'Agence d'Exécution Communautaire (AEC) avec la coordination de la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM).

Dans le district sanitaire de Podor, c'est l'Association Le Partenariat qui est chargée de la mise en œuvre depuis 2009 dans les collectivités de Guédé village, Gamadji Saré, Dodel, Ndioum, Guédé Chantier et Démette.

Le Programme de Renforcement de la Nutrition est mis en œuvre dans un contexte de crise nutritionnelle dans le département de Podor. Avec les résultats des enquêtes ESAN de juin 2013, le département est placé zone de crise nutritionnelle avec un taux de malnutrition aigüe global de 16,7%.

Pour cette période **16 506 enfants ont pu être pesés**. Cela permet de constater mensuellement l'état de réduction de la malnutrition, à travers le gain de poids adéquat. Sur ce chiffre, **4 326 enfants** ont été dépistés en état de malnutrition aiguë modérée et **221 enfants** en malnutrition aiguë sévère.

En complément des séances de dépistage, le programme propose des démonstrations culinaires pour les mères d'enfants malnutris à raison de 3 démonstrations par semaine pendant trois semaines.

De même, chaque enfant malnutri modéré bénéficie à la fin de chaque semaine de 1 kg de farine enrichie.

L'ensemble des enfants dépistés ont été référés dans les postes de santé de la zone de dépistage.



Thématique 4 : Environnement

Programme de Diffusion des Energies Alternatives en Région de Saint Louis

Cadre d'intervention : Démarche Développement Durable du Partenariat – Identification et mise en œuvre de projets pilotes

Objectif : Le programme a pour but de promouvoir la diffusion et l'utilisation des énergies renouvelables, par la mise en œuvre de projets innovants, dupliquables à l'échelle régionale.



Promotion et Diffusion du Biogaz

En 2012, le Partenariat a initié un projet pour la mise en place d'une **unité collective de production de biogaz au sein des abattoirs de Saint Louis**.

Objectifs

- ♦ Favoriser la fourniture en énergie biogaz des ménages limitrophes de l'abattoir ;
- ♦ valoriser les matières organiques de l'abattoir et réduire la pollution du site – les nuisances ;
- ♦ promouvoir le procédé biogaz, afin d'en faciliter la duplication en milieu urbain et rural.



Intégration au sein du Programme National Biogaz

Le Programme National de Biogaz domestique du Sénégal (PNB – SN), financé par l'Etat du Sénégal, s'inscrit dans le cadre de la nouvelle Lettre de Politique de Développement du secteur de l'Energie (LPDSE 2012) par la construction de biodigesteurs au profit des ménages ruraux, vers la création d'un marché durable et viable de biodigesteurs et donc l'amélioration des conditions de vie des ménages ruraux qui demeurent une réelle préoccupation du Gouvernement du Sénégal.

Le Plan d'action 2014 a ciblé essentiellement :

- L'animation, la promotion, le marketing et la Communication ;
- La Construction de biodigesteurs dans les régions ;
- Le développement de la recherche-action ;
- La formation technique, administrative et financière.



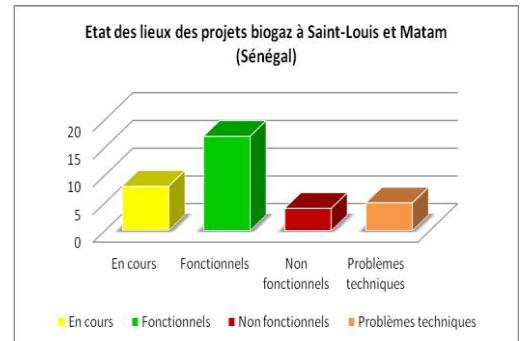
L'animation, la promotion, le marketing et la Communication :

Environ 350 personnes sont sensibilisées au cours du processus d'animation dans les deux régions d'intervention. Concernant la mise en place du Comité de Pilotage interrégional, le processus suit son parcours normal dans la mesure où la quasi-totalité des acteurs sont rencontrés et sont favorables à y prendre part. L'installation du comité sera reportée au Plan d'action 2015 de même que la Journée Régionale Biogaz.



Diagnostic des biodigesteurs existants :

Au démarrage de la mise en œuvre du Plan d'action, une mission de diagnostic de l'ensemble des biodigesteurs à Saint-Louis et Matam a été réalisée. Ainsi, 34 biodigesteurs sont inspectés. C'était également l'occasion de faire la comparaison technologique entre le modèle PUXIN et le modèle CGC_2047 Dôme Fixe Modifié. Il en résulte que le dernier modèle cité répond plus à la demande énergétique locale. Actuellement, Bioeco établit une offre pour la mise à marche imminente des biodigesteurs PUXIN non fonctionnels.



Identification de la demande :

63 biodigesteurs ont été identifiés par Le Partenariat et d'autres acteurs tels que Bioeco, INSIDE, Commune de Guédé Chantier, Commune de Podor. Les biodigesteurs sont répartis ainsi qu'il suit :

- Le Partenariat : 7 biodigesteurs (2 UGB + 5 Guet Ndar)
- Bioeco : 32 Biodigesteurs
- INSIDE Gadiol : 10 Biodigesteurs en remplacement des 10 biodigesteurs de Bango
- Commune de Podor/LP/UE : 4 biodigesteurs (ECB Bioeco déjà mobilisé)
- Commune de Guédé/LP/UE : 10 biodigesteurs (DRP en cours de validation)

Aujourd'hui, tous les paramètres techniques ont été honorés pour le démarrage des 63 chantiers de construction de biodigesteurs (remplissage des fiches contact et identification).



Recherche-Action : Animation à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (UFR SAT)

La Plan d'action entre Le Partenariat et le Programme National Biogaz accorde une importance particulière à la Recherche et Développement. A cet effet, un atelier de partage est organisé le Mercredi 3 décembre 2014 à l'Université de Saint-Louis de 10H à 14H, sous l'impulsion du Professeur Djikoum DIOUF. L'atelier a réuni 30 étudiants de Master II Energies Renouvelables et 5 enseignants. Aux côtés de l'équipe du Partenariat composé de Papa Mamadou CISSE, Olivier LASBLEIS et Daouda NDIAYE, il y a Monsieur Papa Abdoulaye FALL, Biogiste et Chargé d'Enseignement à l'UGB.



Construction de 10 unités à Gandiol :

Le projet est porté par l'association INSIDE Gandiol dont le but est de lutter contre la précarité énergétique.



Construction de 10 unités à Guédé :

L'Union Européenne accompagne depuis 2012 la Commune de Guédé Chantier sur un programme d'amélioration des conditions de vie environnementale des populations. Le projet vise non seulement à mettre en place un système adapté de gestion des ordures ménagères, mais aussi il développe des actions de valorisation des déchets organiques en biogaz. Ainsi, 10 cuves seront installées dans les ménages de Guédé.



Thématique 4 : Environnement

Programme Eco – Construction de diffusion de la Voûte Nubienne

Cadre d'intervention : Démarche Développement Durable du Partenariat – Mise en place de partenariats innovants

Objectif :

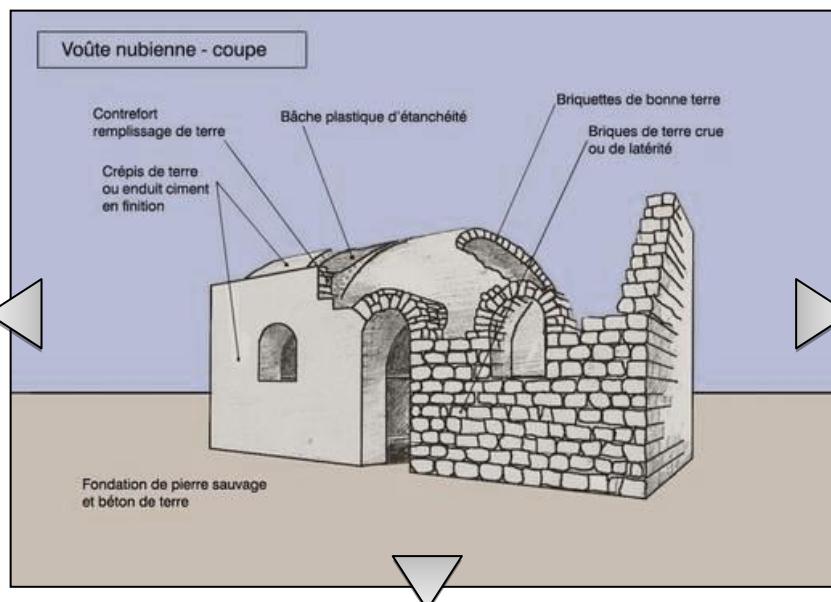
- Permettre un accès durable à une architecture adaptée pour le plus grand nombre de bénéficiaires.
- Permettre un transfert de compétences et de méthodologie du programme, ainsi qu'une diffusion à plus grande échelle.



En collaboration avec l'association La Voûte Nubienne, le Partenariat a amorcé un programme de vulgarisation de la technique de construction en Voûte Nubienne dans le Département de Podor.



Le Concept Voûte Nubienne



Socialement Responsable

+ Solide (murs épais, toitures résistantes aux pluies)

+ Confortable (isolation thermique et acoustique)

Ecologiquement Durable

Pas de bois, Pas de tôle, pas de ciment, Pas d'acier

Technique ancestrale (venue du Haut Nil) simplifiée et codifiée >> Solidité dans le temps prouvée.

Economiquement Viable

Moins cher que la tôle et le ciment >> clients locaux potentiels

Chantier-école >> formation rapide de maçons locaux

Main d'œuvre et matériaux locaux >> renforcement des économies locales

Sensibilisation des populations et amorce d'un Marché Voûte Nubienne

Modalités de mise en œuvre :

- ♦ **Appui/formation** des vulgarisateurs issues de villages-pilotes qui **identifient des clients**
- ♦ **Réalisation de chantiers par des maçons qualifiés** (rémunérés par les clients)
- ♦ **Formation simultanée** des premiers maçons locaux « **sur le tas** »
- ♦ **Accompagnement du marché et retrait de l'association** (lorsque le marché est autonome)

Résultats après trois saisons de vulgarisation :

Septembre 2011 – août 2014 :

- 19 Bâtiments simples réalisés
- 6 Villages pilotes ouverts
- 2500 personnes sensibilisées
- 5 apprentis maçons en formation



Construction de bâtiments Communautaires

Objectifs :

- Construire des bâtiments pour chacun des « modèles » (salles de classe, centre de santé, etc.) ;
- Décrire les composantes de chacun de ces bâtiments, afin de livrer des référentiels techniques, plans, délais, coûts, cahier des charges ;
- Sensibiliser et former des entreprises, lors des chantiers de ces bâtiments ;
- Communiquer à plus grande échelle et appuyer la diffusion de ces nouvelles techniques, notamment auprès des institutions sénégalaises (Etat, Collectivités)
- Recherche et développement sur des techniques complémentaires

Résultats : 3 bâtiments communautaires construits,



Salle d'Alphabétisation



Locaux de la réserve naturelle de Teuc Teuc



Service Nettoiemnt - Guédé

Projet de Relogement des Réfugiés Mauraniens de DIAKRE

Descriptif du projet :

La proposition qui a été faite aux 51 familles mauritanienes qui vont bénéficier du "Projet de relogement" et qui a été acceptée par l'ensemble des familles est d'accéder à une nouvelle maison (80% don, 20% contribution des bénéficiaires).

Les bénéficiaires participeront à la construction sous forme de travail non qualifié ou sous forme monétaire à hauteur de 20% du coût total de construction.

Cela se fera par l'implication directe des familles ou à travers l'organisation de la communauté. La participation des bénéficiaires est volontairement faible étant donné leur situation précaire et le risque de ne pouvoir répondre à un engagement plus fort.

Ces constructions permettront la formation de plusieurs bénéficiaires qui voudraient apprendre la technique (entre 3 et 5 apprentis). Les apprentis et/ou maçons locaux (issus des communautés de bénéficiaires) qui auront choisi d'apprendre la technique VN et le métier de maçon VN seront payés par le projet (à l'exception des 20% de participation qui doivent être amenés par les bénéficiaires).



Rencontre avec les bénéficiaires et lancement de la construction des maisons



Vu du village avec les maisons en toit de tôle des réfugiés et les nouvelles maisons en voûte nubienne

Thématique 4 : Environnement

Collecte, tri, gestion et valorisation des Ordures Ménagères dans les Collectivités Locales de la Région de Saint Louis

Cadre d'intervention : 10^{ème} FED – Appui aux Autorités Locales du Sénégal - EUROPALID

Objectifs :

- Améliorer le cadre de vie sanitaire et environnemental des habitants des collectivités sénégalaises

- Mettre en place des systèmes intégrés de gestion et de valorisation des Ordures Ménagères



CONTEXTE

Dans le cadre du 10^{ème} FED, le Partenariat accompagne trois collectivités pour la mise en place d'un programme de 2 ans pour l'amélioration du cadre de vie de la population par le développement de système de gestion des Ordures Ménagères.

Il s'agit des Communes de Rosso, Podor et Guédé.

Activités – Rosso (2012 - 2014)

- Mettre en place un système de collecte par abonnement des Ordures Ménagères
- Optimiser la collecte afin de mettre en décharge 90% des déchets solides
- Mobiliser et sensibiliser les populations
- Assurer la collecte dans les lieux publics
- Eradiquer les dépôts sauvages
- Construire une décharge

Activités – Podor (2012 - 2014)

- Mettre en place une plate-forme de tri sélectif des déchets au sein de la décharge
- Former les responsables du nettoiement sur le tri et la valorisation des déchets
- Installer des unités biogaz dans les abattoirs et des unités de traitement des déchets (acier, papier, plastique)
- Sensibiliser les populations locales

Activités – Guédé (2013 - 2015)

- Elaboration d'un plan stratégique de nettoiement
- Création d'un service technique municipal et d'un GIE de collecte
- Construction de latrines pour les ménages
- Mettre en place 10 unités biogaz - ménages
- Sensibiliser les populations



Locaux du service nettoiement de Rosso



Unités biogaz des abattoirs de Podor

SITUATION DES RECETTES ET DES DÉPENSES	
NOVEMBRE 2014	
Recettes du mois de Novembre 2014	= 159 000 ^f
Subvention municipale	= -
Total recettes	= 159 000 ^f
Détail des dépenses	
Entretien des charrettes	= 36 200 ^f
Frais d'ouverture de compte	= 5 000 ^f
Frais de dossier Association	= 3 000 ^f
Salaire du personnel	= 100 000 ^f
Total Général des dépenses	
	= 144 200 ^f
SOLDE/Mois de Novembre 2014 = (R-D)	
	= 14 800 ^f

Recouvrement du service de collecte à Guédé

Thématique 4 : Environnement

Programme de sauvegarde et de préservation de la mangrove de Saint Louis

Cadre d'intervention : Démarche Développement Durable du Partenariat – Mise en place de partenariats innovants

Objectif :

- **OS1** : Mettre en place un système de gestion,
- **OS2** : Réaliser des actions de reboisement de palétuviers
- **OS3** : Instaurer des campagnes de sensibilisation
- **OS4** : Accompagner les acteurs économiques locaux



Contexte

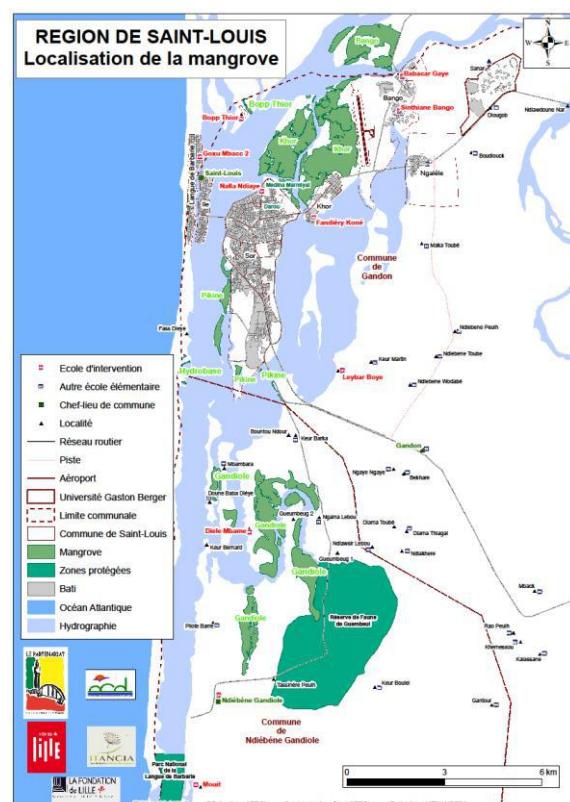
La Mangrove est un écosystème de marais maritime incluant un groupement de végétaux et d'animaux (poissons, huîtres, serpents, amphibiens, oiseaux d'eau, etc.). C'est une petite forêt de palétuviers située entre la mer et le fleuve, qui abrite des ressources naturelles importantes pour les populations vivant sur les estuaires. La Mangrove de Saint-Louis est située à la limite septentrionale de la zone d'extension de ce paysage au Sénégal, entre 16°20 de latitude Nord et 13°30 de longitude Ouest et couvre une superficie de 681 ha.

Elle se dégrade rapidement : les habitants riverains y développent des activités non raisonnées telles que l'exploitation du bois et des produits halieutiques. De ce fait, certains quartiers sont maintenant menacés par les inondations. La prise de conscience des apports écologiques et économiques de cet écosystème et de sa biodiversité est nécessaire à tous les niveaux.



Résultats attendus :

- Amélioration de 100 ha d'écosystèmes importants ;
- Stockage de 700 t. de carbone (au Sénégal 1 ha de mangrove stocke 7 t. de carbone par an) ;
- Sensibilisation directe de 8000 personnes dont 1000 élèves à l'importance de la préservation de la mangrove par les activités de sensibilisation et de mobilisation sociale ;
- Financement de 10 projets d'écoles ;
- Mise en œuvre de 2 à 3 projets de mise en valeur économique ;
- Mise en œuvre d'un plan d'action dans la zone d'intervention ;
- Elaboration d'un Système d'Information Géographique et d'un Plan de gestion environnementale ;



La Coopération avec le Maroc



Thématiques et cadre d'intervention :

Accès à l'Eau en Milieu Scolaire

Appui à la Commune d'El Aounate

Eau et Assainissement en Milieu Scolaire

Cadre d'intervention : Convention Projet Terrain avec l' Agence Française de Développement



Objectif : Ce programme a deux buts complémentaires : l'amélioration du cadre de vie scolaire à travers la fourniture d'équipements complémentaires aux infrastructures de base, et l'accompagnement, la formation et la sensibilisation des élèves et leurs enseignants à l'hygiène et à la bonne gestion de l'eau.



Accès à l'eau et à l'assainissement dans les écoles

Au cours de l'année 2014 /2015 15 écoles ont bénéficié d'une intervention ;

Au sein de ces établissements, le Partenariat met en place un pack intégré d'activités qui permet de répondre de manière transversale et adaptée aux besoins de l'école. En amont, des comités de pilotage à différents échelons territoriaux ont été mis en place afin d'identifier, de planifier, de suivre et d'évaluer les activités du programme.



Proposition de pack intégré au sein d'une école

Volet 1 : Réalisation d'infrastructures

- ♦ Construction d'un bloc de 4 Box - latrines (séparation filles/garçons)
- + 1 Box – latrine pour les enseignants
- ♦ Construction d'une borne-fontaine
- ♦ Construction d'un mur de clôture

Volet 2 : Sensibilisation et accompagnement

- ♦ Sensibilisation des élèves EHA / Environnement
- ♦ Formation des acteurs à l'entretien et à la maintenance
- ♦ Sensibilisation à la scolarisation des enfants
- ♦ Renforcement des compétences du Comité de Gestion d'Etablissement
- ♦ Formation des enseignants EHA/Environnement

Volet 3 : Mise en valeur de l'établissement

- ♦ Reboisement du site et réalisation d'une haie vive
- ♦ Accompagnement d'un micro projet environnemental

Mur de Clôture



Latrines standard du programme

Sensibilisation des élèves à l'hygiène, l'assainissement et à l'environnement

Les objectifs :

Sensibiliser les élèves, les enseignants et le milieu sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène, d'assainissement, d'environnement et de développement durable.

Les actions de sensibilisation peuvent toucher plusieurs thématiques :

- ♦ Les thématiques de l'eau, l'hygiène et la prévention des épidémies.
- ♦ Le développement durable et l'éducation environnementale.



Méthodologie :

Les actions de sensibilisation sont organisées par les services techniques avec l'appui du Partenariat.

Les services techniques mobilisés sont :

- ♦ Les services de l'hygiène pour les sensibilisations sur l'eau et l'hygiène (en général 2 par école : une première dès la fin de la réalisation des infrastructures, une seconde entre 6 à 12 mois après),
- ♦ Les services de l'Environnement et des établissements classés pour les actions de sensibilisation
- ♦ sur l'environnement.



Tableau récapitulatif des interventions

Province	Localité	Groupe scolaire	Ecole	Nombre d'enseignants	Filles	Garçons	Nombre d'élèves	Actions					Remarques
								Adduction en eau	Latrines	Clôture	Reboisement		
Safi	LAMRASLA	Lamrasla	Lamrasla	11	149	157	306	Adduction puit communal (500 ml)	Construction d'1 bloc 4 box	Existant	Existant	Reception finale effectuée	
			Ibnou Hanbal	9	148	173	321	//	//	Existant	Existant	Uniquement volet accompagnement	
		Ibnou Hanbal	Chaab	3	50	62	112	Citerne d'eau / potabilisation	Construction d'1 bloc 2 box	125 ml	A faire	Reception provisoire effectuée	
			Soualate	3	28	40	68	Citerne d'eau / potabilisation	Construction d'1 bloc 2 box	110 ml	A faire	Reception provisoire effectuée	
			El Bidate	4	51	52	103	Citerne d'eau / potabilisation	Construction d'1 bloc 2 box	Existant	A faire	Reception provisoire effectuée	
			Oulad El Afouni	4	78	82	160	Adduction puit communal (400 ml)	Construction d'1 bloc 4 box	Existant	A faire	Reception provisoire effectuée	
	SIDI TTIJI	Sidi Kanoune	Lahnahna	6	101	110	211	Adduction puit communal (450 ml)	Rénovation 1 bloc 2 box Construction d'1 bloc 2 box	112,30 ml	A faire	Reception finale effectuée	
			Tarch	3	31	46	77	Citerne d'eau / potabilisation	Construction d'1 bloc 2 box	Existant	A faire	Reception finale effectuée	
			Sidi Kanoune	5	50	65	115	//	//	Existant	Existant	Uniquement volet accompagnement	
			Oulad Bouali	3	28	44	72	Citerne d'eau / potabilisation	Rénovation 1 bloc 2 box	192,50 ml	A faire	Reception finale effectuée	
	LAAMAMRA	Daajate 1	Lahrhchia	4	53	80	133	Citerne d'eau / potabilisation	Construction d'1 bloc 4 box	143 ml	A faire	Reception finale effectuée	
			Oulad Moumen	4	44	75	119	Adduction puit communal	Rénovation d'1 bloc 2 box	Existant	A faire		
			Oulad Talha	10	148	136	284	Adduction réseau ONU	Rénovation d'1 bloc 1 box	Existant	Existant		
Si. Bennour	EL AOUNATE	Bir El Hrach	Oulad El Aidi	//	//	//	//	Adduction puit communal	Construction d'1 Bloc 2 box	+250 ml	A faire		
Total Général : 14 écoles				69	959	1 122	2 081	6 adductions 10 citerne / potabilisation	Rénovation 7 box Construction 24 box	6 clôtures	10 reboisements		

Programme d'appui à la Commune d'El Aouante

Contexte :

En Janvier 2014, un protocole de coopération a été signé entre la Commune Rurale d'El Aouante, l'Association des Travailleurs et Commerçants Marocains de Lille-Sud (ATCM) et LE PARTENARIAT. En effet, le Partenariat, par l'intermédiaire de l'ATCM a été sollicité pour intervenir au sein de cette Commune de la Province de Siddi Bennour dans la Région de Doukkala Abda.

Cette intervention s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de consolidation des projets du Partenariat au Maroc à travers l'identification de partenaires locaux.

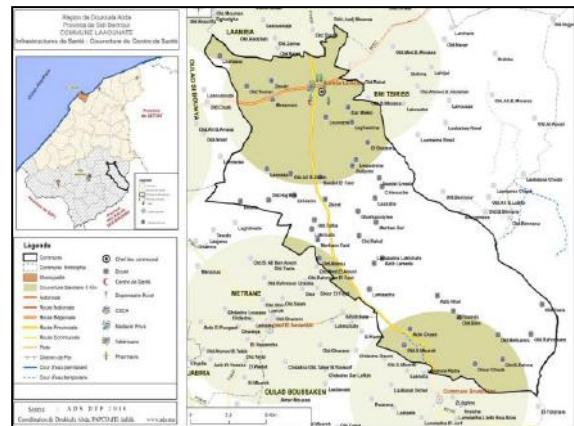


Elaboration d'un diagnostic des besoins :

Dans le cadre de sa démarche d'accompagnement des collectivités locales, le Partenariat a réalisé, à la demande de la Commune Rurale d'El Aouante, un diagnostic sectoriel des besoins. Ce document a été élaboré lors d'une mission de terrain effectuée en avril/mai 2014.

La commune rurale d'EL AOUNATE souhaite par ce travail, poursuivre et actualiser les diagnostics déjà effectués en 2008 et 2011, dans le but de coordonner et favoriser le développement de son territoire et le bien-être de la population. En effet, la Commune a engagé de nombreuses actions dans le cadre de son Plan Communal de Développement et souhaite poursuivre son engagement sur la base d'un diagnostic précis des besoins.

A terme, il s'agit d'appuyer la Commune pour la mise en œuvre de son Plan Communal de Développement sur la base d'une priorisation des interventions.



Identification de projets :

Sur la base du diagnostic, plusieurs projets ont été pré-identifiés dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Deux d'entre eux ont bénéficié d'une intervention en 2015.

Par ailleurs, un besoin important a été identifié en termes d'appui à la gestion communal des déchets.

Ce projet fera l'objet d'un accompagnement structurant du Partenariat notamment pour l'élaboration des documents de cadrage et le déploiement d'une méthodologie spécifique au secteur des déchets.



Projet d'Amélioration des conditions de scolarisation – Ecole Oulad El Aidi



Projet de réhabilitation d'un poste de santé

La Coopération avec la Guinée



Thématiques et cadre d'intervention prioritaire

Mission exploratoire

Accès à l'Eau en Milieu Scolaire

Missions exploratoires en vue d'une implantation en Guinée

Objectifs :

- *Identifier les besoins en matière d'accès à l'eau/assainissement à l'école*
- *Identifier des partenaires locaux*
- *Identifier les conditions d'implantation d'un bureau*
- *Identification de thématiques d'intervention complémentaires*

Contexte :

Dans le cadre de sa stratégie de diversification des activités et d'élargissement de la couverture des besoins, le Partenariat souhaite s'implanter en Guinée afin de déployer le Programme d'Accès à l'eau en Milieu Scolaire.

Plus globalement, il s'agit d'ouvrir une antenne locale à Labé dans la Région de Labé afin de développer des interventions selon les secteurs prioritaires de l'ONG : Gouvernance Locale, Accès à l'eau/assainissement, promotion des énergies renouvelables/Développement Durable

Justification :

Sur la base de l'expérience développée au Sénégal et au Maroc, des résultats concrets obtenus sur le terrain et de la synergie de différents partenaires, le Partenariat a mis en place une stratégie d'ouverture d'un nouveau pays d'intervention pour le PAEMS en Guinée Conakry. En effet, l'existence de besoins importants et le soutien de certains partenaires comme le SICOVAL, on amené le Partenariat à cibler la Région de Labé.

Le Partenariat a réalisé 3 missions techniques en Guinée Conakry. Une première mission de prise de contact et de prospection en Juillet 2013, puis une mission de cadrage du programme de coopération sur la zone de Labé en Décembre 2013. Enfin, une troisième mission a été réalisée en Juin 2014 afin d'identifier les écoles éligibles pour le programme de l'année 1.



Mission n°1 – Juillet 2013 : Prospection

Une première étape de collecte d'information a été réalisée afin d'avoir une connaissance sur la Guinée. Il s'agit principalement de données quantitatives et qualitatives des secteurs stratégiques du pays, indiquant les domaines sur lesquels il est pertinent d'intervenir.

Par la suite, une mission terrain a été organisée par l'équipe du Partenariat afin de découvrir une réalité territoriale par le biais d'observation participante, de rencontres d'échanges, de revue bibliographique, mais également pour établir des partenariats innovants, mieux connaître le terrain.

Cette mission a permis de nouer les premiers contacts et de valider la thématique prioritaire (Eau/Assainissement à l'école) et la zone d'intervention au regard des besoins exprimés par les partenaires locaux.

Mission n°2 – Décembre 2013 : Diagnostic préalable

Une seconde mission en Guinée a donc été programmée en fin d'année 2013, notamment sur la zone de Labé afin de réaliser un diagnostic situationnel du secteur éducatif (*statistiques, problèmes, difficultés, potentialités, atouts, contraintes socioculturelles et religieuses*) afin de dresser une situation initiale de référence. Un programme structurant pour le développement de Labé sera ensuite élaborée

Sur les bases de données collectées par la Division Statistique de l'IRE, le groupe a pu cerner les différents problèmes liés à l'insuffisance des infrastructures scolaires dans les différentes préfectures de Labé, comme peuvent en témoigner les statistiques ci-contre :

Mission n°3 – Juin 2014 : Programmation

L'équipe en place au Sénégal a effectué un diagnostic dans 10 écoles Guinéennes au cours du mois de juin 2014. Cette étude a permis d'identifier un programme pilote d'intervention dans 10 établissements.

Ce déploiement se fera sur la période 2015 – 2017 sur la base d'une programmation définie dans le cadre d'une sollicitation auprès de l'Agence Française de Développement. Il est prévu une montée en puissance des activités durant cette période afin de respecter un temps d'adaptation du PAEMS.



Préfectures de Labé	Nbre d'écoles	Nbre d'écoles sans point d'eau	%	Nbre d'écoles sans latrines	%	Nbre d'écoles sans clôture	%	Besoins en Salles de Classe
KOUBIA	115	88	72%	48	42%	50	43%	54
LABE	275	173	63%	86	31%	180	65%	367
LELOUMA	184	141	77%	59	32%	87	47%	153
MALI	288	223	77%	205	71%	190	66%	150
TOUGUE	140	104	74%	100	71%	88	59%	45
TOTAL REGION	1 002	724	72%	498	50%	590	59%	769

Source : IRE LABE, 2013



Le Pôle Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale

RAPPEL SUCCINCT DU CONTEXTE INITIAL

Depuis 9 ans, le Centre Gaïa inscrit son action en faveur de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale et sensibilise les populations Nord-Sud aux questions de développement, des inégalités Nord-Sud et au développement durable.

En tant qu'organisation d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI), la volonté d'action du Partenariat au niveau global et sa capacité d'impact résident dans la mise en œuvre d'actions de sensibilisation/formation à l'égard des populations du Nord, afin qu'elles puissent être porteuses, à terme, de la lutte contre les inégalités au Nord et au Sud.

Les enjeux soulevés par le Partenariat visent :

- ♦ La formation de citoyens avertis et concernés par les enjeux du monde actuel et conscients de leur rôle et de leur responsabilité dans la réduction des inégalités ;
- ♦ L'appui et le soutien aux politiques publiques pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement ;
- ♦ L'accroissement du sentiment d'appartenance à l'Union Européenne.

En 2014, le centre Gaïa entre dans la troisième et dernière année d'un programme triennal, cofinancé par l'AFD.

- ♦ **Objectif global** : Contribuer à la responsabilisation de la société civile française et européenne et plus particulièrement les acteurs de l'éducation, les ONG et les collectivités locales sur la mise en place d'actions visant à réduire les inégalités au Nord et au Sud et à soutenir la Solidarité Internationale dans une perspective de développement durable.
- ♦ **Objectif spécifique** : Favoriser la compréhension et la prise de conscience des enjeux et problématiques d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale, répondre aux demandes et accompagner les initiatives des publics cibles.
- ♦ **Résultat 1** : les porteurs de projets de solidarité internationale développent leurs compétences dans le montage de projets, accroissent leurs connaissances de l'ECSI et l'intègrent dans des projets de long terme.
- ♦ **Résultat 2** : Les acteurs de l'éducation s'approprient des outils, méthodes et des ressources nécessaires pour intégrer l'ECSI dans leurs enseignements et leurs pratiques éducatives.
- ♦ **Résultat 3** : Les jeunes citoyens français et européens ont une meilleure appréhension des enjeux et problématiques liés à une société mondialisée et mettent en place des actions, à leur niveau pour sensibiliser leurs pairs et lutter contre les inégalités.
- ♦ **Résultat 4** : Les ONG et les acteurs des territoires ciblés en France et en Europe (notamment les collectivités locales) coordonnent leurs actions et mutualisent leurs compétences pour que la place de l'ECSI dans les pratiques éducatives et dans les politiques publiques territoriales devienne prioritaire.

GROUPES CIBLES

Le public ciblé identifié se distingue en deux groupes :

- Les acteurs relais en France et en Europe : les associations de solidarité internationale, les ONG d'autres pays européens et du Sud, les réseaux locaux/nationaux/internationaux d'ECSI, les collectivités locales.
- Les publics à sensibiliser : les enseignants, les enfants et jeunes de la maternelle au lycée, les étudiants, les encadrants d'établissements spécialisés, les associations de parents d'élèves, les porteurs de projets de solidarité internationale (lycéens, jeunes, associations), les éducateurs de structures sociales, les jeunes et adultes dans le cadre des structures extrascolaires, les adultes, le public intergénérationnel.

PUBLIC ENFANTS ET LYCEENS

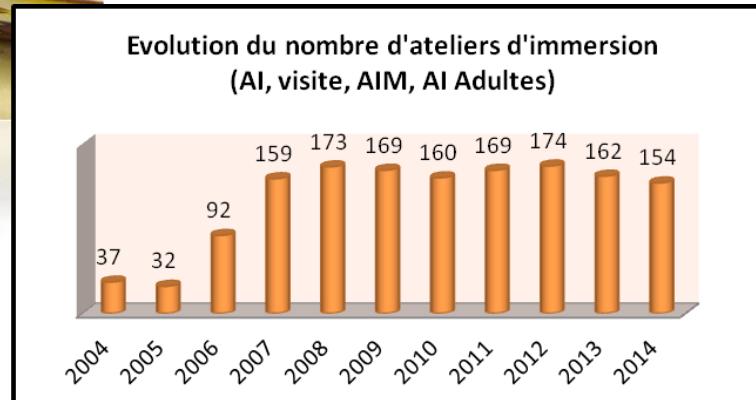


Résultat 3 : Les jeunes citoyens français et européens ont une meilleure appréhension des enjeux et problématiques liés à une société mondialisée et mettent en place des actions, à leur niveau, pour sensibiliser leurs pairs et lutter contre les inégalités.



Activité 3.1 : Développement et optimisation des outils et des ateliers de sensibilisation et de formation auprès des enfants

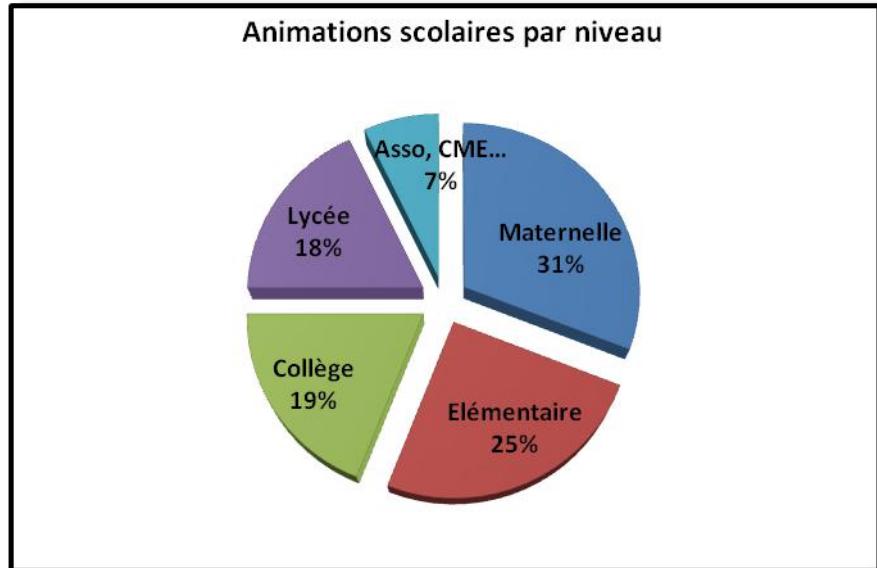
La mise en place d'activités d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale et d'Éducation au Développement Durable auprès des enfants et jeunes de la Région Nord-Pas de Calais s'est poursuivie en 2014, avec la réalisation des animations, ateliers, parcours, classes découvertes,... **En 2014, 327 activités (hors formations) ont été menées auprès de 7 362 personnes** (5885 jeunes et 1477 adultes et tout public).



L'Éducation au développement durable se développe, les **27 parcours Volon'terre organisés sur l'année ont permis de sensibiliser 569 enfants** (et leurs 76 accompagnateurs). Deux journées intergénérationnelles, regroupant 56 enfants et 20 intervenants extérieurs, autour du développement durable ont été organisées. Aucune classe découverte n'a été organisée en 2014, faute de demande et de concordance des dates.

Les outils pédagogiques ont été améliorés, notamment la balade dans Lille Sud et l'animation lycée OMD. Le scénario des ateliers d'immersion, revu en 2012 est mis en application. Il permet d'intégrer la notion de développement durable en amenant la réflexion autour des « foyers améliorés ».

Le nouveau manuel d'accompagnement, destiné aux enseignants, créé en 2012, est distribué à tous les enseignants participant aux formations de préparation aux ateliers d'immersion.



Action 3.2 : Création de nouveaux outils pédagogiques et mise en place de nouvelles activités pour la sensibilisation des lycéens aux objectifs du millénaire pour le développement et à la mondialisation.

Le comité de pilotage mis en place pour amorcer le travail de création du nouvel outil d'immersion sur la mondialisation, a poursuivi son travail cette année en se réunissant régulièrement. Une première animation de 2h à vu le jour et sera testée courant 2015 auprès de professionnels de l'animation et d'élèves. Elle sera ensuite proposée aux établissements scolaires à partir de la rentrée 2015. Plusieurs visites à Oxfam Solidarités à Bruxelles et Oxfam Magasins du Monde à Wavre et Artisans du Monde à Lille ont permis d'enrichir la réflexion collective sur ce projet.

Action 3.3 : Accompagnement dans la mise en place d'actions par les jeunes

Dans le cadre des projets inter-académiques « My World » (année scolaire 2013/2014) et « Climat_Klima_Klimat » (année scolaire 2014/2015), le Partenariat a été conventionné par le Rectorat de Lille pour accompagner des classes, former des professeurs, co-animer la journée académique de rencontres interclasses et participer à la conférence internationale. Ces deux projets ont pour but de sensibiliser les élèves de collège et de lycée, entre-autres, aux inégalités nord/sud, aux besoins fondamentaux et aux effets du réchauffement climatique sur la population.



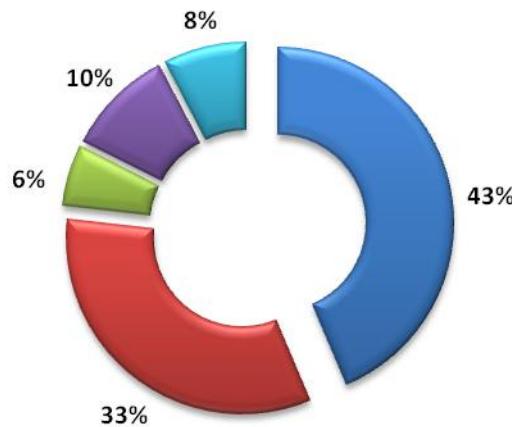
SYNTHESES DES ANIMATIONS 2014

Au total, pendant l'année 2014, 7697 personnes (enfants, professeurs et animateurs) ont été sensibilisées à travers les différentes activités du centre Gaïa.

NB : Les chiffres entre parenthèse figurant sur le graphique ci-dessous correspondent aux données de l'année 2013.

Répartition par activités en 2014

- 154 Ateliers d'immersion (162)
- 20 Correspondance (11)
- 24 Parcours péda dvpt durable (39)
- 117 Animations (101)
- 35 Outils pédagogiques (28)



PUBLIC D'ADULTES ET ACTEURS DE L'EDUCATION

Résultat 2: *Les acteurs de l'éducation s'approprient des outils, des méthodes et des ressources nécessaires pour intégrer l'ECSI dans leurs enseignements et leurs pratiques éducatives.*



Activité 2.1 : Formation de professeurs et accompagnement et suivi de projets sur le long terme

Au cours de l'année, **8 formations ont été réalisées** pour des professeurs de primaire, collège et lycée, **réunissant 74 enseignants** auxquels un dossier de formation, élaboré en 2012 a été remis.

Le programme d'immersion adulte a été amélioré, et 2 immersions ont été organisées, touchant 23 adultes.

Activité 2.2 : Création, amélioration et diffusion des outils pédagogique

Le module eau du parcours Volon'terre de sensibilisation au développement durable a été enrichi d'un nouveau jeu de réflexion sur l'accès à l'eau dans le monde.

Le centre a été ouvert au grand public pendant l'année lors des 6 journées portes ouvertes (150 participants), et lors des **5 « dimanches de Gaïa »** organisés en 2014 afin de proposer un temps de rencontre, pour le grand public, autour d'une initiative de solidarité, de coopération originale.

Le jeu de plateau « Eau tour du monde », créé en 2012 a été intégré pleinement aux activités de Gaïa en 2014. 5 animations ont été dispensées pour 90 enfants et adolescents.



Activité 2.3 : Création et animation d'espaces de concertation

Des espaces de concertation et des animations ont été créés en collaboration avec les partenaires financiers (Ville de Lille) et techniques (Éducation Nationale, enseignants), via la participation au programme éducatif global, initié par la Ville de Lille, le renforcement de la Commission ECSI du centre Gaïa et l'organisation du Comité Pédagogique Consultatif annuel.

Activité 2.4 : Organisation d'échanges d'expériences et de pratiques au niveau local, national et européen.

Afin de clôturer le projet européen MDG'15, qui s'est déroulé durant trois ans et rassemblait huit partenaires de différents pays européens et du sud, une conférence internationale a été organisée à Bruxelles en février 2014 sur la thématique "les Objectifs du Millénaire pour le Développement, et après?". Cette journée a réuni plus de cent personnes autour de différents intervenants : parlementaire européen irlandais, chef d'établissement indien, représentant de l'UE, consultants, chercheurs, élèves ayant participé au projet...

En plus de ces deux temps spécifiques, le Centre Gaïa est membre du conseil d'administration d'Educasol et participe aux différentes activités de la plateforme, dont les journées Educasol.



L'APPUI AUX PORTEURS DE PROJETS

Résultat 1 : les porteurs de projets de solidarité internationale développent leurs compétences dans le montage de projets, accroissent leurs connaissances de l'ECSI et les intègrent dans des projets de long terme.



L'APP 2014 en bref

Activité 1.1 : Optimisation du suivi et de la préparation des porteurs de projets vers le Sénégal et le Maroc.

La démarche d'accompagnement, définie en 2012, a été formalisée et insérée dans le livret d'accompagnement des porteurs de projets. Les conventions d'accompagnement sont utilisées pour chaque porteur de projet.

Les supports pédagogiques d'accompagnement créés et perfectionnés en 2012 sont systématiquement utilisés : le module de formation au montage de projet et un livret d'accompagnement. Celui-ci reprend le parcours d'accompagnement, les offres de formation et leurs objectifs, et contient une base de documentation ainsi qu'un outil de suivi d'accompagnement.



En 2014, 45 porteurs de projets ont été rencontrés ou ont contacté le Partenariat pour un accompagnement. Au total 7 projets ont été mis en place au courant de l'année 2014 (soit 35 personnes) et 8 projets sont toujours en cours de montage.

Activité 1.2 : Développement d'un accompagnement long terme

Cet accompagnement s'est développé grâce à la constitution d'une base de données « bourse aux projets » consultable sur le site internet de l'association, au travail en cours de réalisation d'un document méthodologique pour la mise en place de projets de long terme et multi partenariaux : convention de partenariat, ainsi qu'à l'identification de projets de long terme permettant un partenariat multi-acteurs.

Pour autant il apparaît que ce type de projet est difficile à mettre en œuvre et ont donc une importance moindre par rapport aux projets plus ponctuels.

Activité 1.3 : Appui à la mise en œuvre de projets d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale au retour

Pour cette activité, un groupe de travail interne ECSI/Coopération dans l'appui aux porteurs a été créé, réunissant la coordinatrice du Partenariat à Lille, le responsable des formations et les deux chargés de mission Coopération. Un outil de suivi et un module de formation sur l'ECSI dans les projets de SI ont été conçus. Afin d'accompagner les porteurs dans leurs actions d'ECSI, 5 formations de sensibilisation à l'ECSI de porteurs de projets non conventionnés avec le Partenariat ont été réalisées auprès de 45 jeunes.

De plus, un travail de capitalisation des projets Sud et actions Nord a été réalisé.

Démarche et outils d'accompagnement

INFORMATION SUR L'EXISTENCE DU DISPOSITIF

Le Partenariat a réalisé une plaquette de présentation de l'appui aux porteurs de projets présentant la démarche d'accompagnement. Elle est téléchargeable sur le site internet du Partenariat.

Les porteurs de projets peuvent également être orientés vers le Partenariat par la cellule d'animation d'Agir à l'International (ancienne cellule DRAPP). Cette cellule d'animation centralise les diagnostics réalisés par l'ensemble des structures d'accompagnement de projets du Nord-Pas de Calais et les oriente vers la structure la plus adaptée pour leur projet. Les projets développés dans les régions de Saint-Louis et de Doukkala Abda sont ainsi orientés vers le Partenariat.

Enfin, certains porteurs de projets, prennent connaissance du dispositif suite à un voyage au Sénégal, par le biais de relations (amis, collègues...) ayant déjà été accompagnés par le Partenariat, ou lors du Forum des associations solidaires de l'Université Catholique de Lille, auquel le Partenariat participe.

RENCONTRE DES PORTEURS DE PROJETS

Les porteurs de projets prennent contact par mail ou par téléphone. Une fiche de renseignements leur est demandée et par retour de mail, un rendez-vous est fixé très rapidement pour une première rencontre. Le travail de suivi est ensuite adapté aux possibilités de déplacements et aux besoins des personnes. Le suivi se fait en grande partie par mail et par téléphone, et lors des temps de formations collectives.

DÉROULEMENT DE L'ACCOMPAGNEMENT

Un accompagnement en **9 étapes** a été défini :

- rencontre préalable : le porteur de projet expose son projet
- penser le projet et faire un diagnostic : de l'idée à l'émergence du projet, réflexion, question de la faisabilité, validation du projet et signature des conventions
- conseils et documentation sur le montage et le suivi de projet
- mise en relation avec des partenaires locaux
- orientation vers les partenaires techniques et financiers
- aide au montage de dossiers (projet et demande de financements)
- informations pratiques avant le départ
- appui logistique et organisationnel pour la mise en œuvre du projet sur place
- débriefing au retour, appui à la restitution, actions de sensibilisation, bilan auprès des bailleurs

LES FORMATIONS COLLECTIVES

3 temps de formations collectives ont été définis en 2013 pour compléter l'accompagnement :

- Formation 1 : « **Comment monter un projet de Solidarité Internationale ?** » (la Solidarité Internationale, le cycle de projet, le travail en partenariat, les financements...)
- Formation 2 : « **Préparation au départ** » (la rencontre interculturelle au Sénégal ou au Maroc, analyser une situation et résoudre des problématiques)
- Formation 3 : « **Et après... ? Dépasser le choc du retour** » (Débriefing, restitution et engagement)

OUTILS MIS A DISPOSITION

Le Partenariat dispose de nombreux ouvrages concernant la coopération et le Sénégal. Ils sont à la disposition des porteurs de projets, afin de les aider dans leurs recherches.

En 2014, le livret d'accompagnement des porteurs de projets a été finalisé. Cet outil a été utilisé pendant les temps de formation et a permis aux porteurs de projets d'avoir un document unique de suivi pendant le montage de leur projet. Le livret est composé de 3 parties en lien avec les formations qui rythment leur préparation :

Partie 1, Comment monter un projet de solidarité internationale ?

Partie 2, Préparation au départ ?

Partie 3, Et après le projet ?

Ce livret comprend des fiches, qui permettent la réflexion sur le sens de ces projets, des fiches pratiques sur le voyage, des fiches techniques sur les aspects financiers et organisationnels ... Le livret contient également une bibliographie et une sitographie qui permettent aux porteurs de projets d'avoir une base de ressources documentaires.

SIGNATURE DE CONVENTIONS

Durant l'accompagnement, la formalisation des échanges est matérialisée par plusieurs documents :

Lorsque le principe d'un accompagnement est acquis après les premiers contacts, une **convention d'accompagnement** est signée, présentant la démarche globale, les engagements respectifs et le cadre de l'accompagnement.

Le porteur de projet s'engage par là à **adhérer à la charte des porteurs de projets**, rappelant les valeurs de l'association (partenariat local, adaptation aux besoins locaux...)

Un **échange de courriers** (de demande de partenariat et de courtoisie) est réalisé entre les porteurs de projets, les partenaires sur place et les autorités locales desquelles ils dépendent, afin de les informer de l'intention de projet et leur demander leur autorisation d'intervention.

Une **convention de partenariat** est ensuite mise en place afin de définir les liens et les obligations existant entre les porteurs de projets et leurs partenaires locaux.

MISE EN RELATION AVEC DES PARTENAIRES LOCAUX

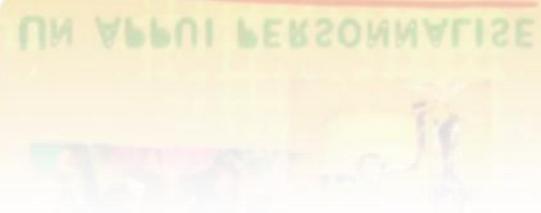
Dans le cadre du suivi des projets d'échanges entre les acteurs de la Région Nord-Pas de Calais et les acteurs de la Région de Saint-Louis dans le domaine de l'éducation, un Comité de suivi a été installé par le Conseil Régional de Saint-Louis. Ce comité regroupe le Conseil Régional, l'Inspection d'Académie, l'Antenne Technique de la Région Nord-Pas de Calais et le Partenariat. Il se réunit régulièrement depuis janvier 2008.

Les outils de suivi des porteurs de projets (tableau récapitulatif des projets et calendrier de réalisation) sont envoyés à Saint-Louis au Partenariat et à l'antenne du Conseil Régional pour les informer au mieux.

ENVIE DE SOLIDARITE ?
UN PROJET ?
BESOIN D'UN COUP DE MAIN ?



UN APPUI PERSONNALISE



ACCOMPAGNEMENTS MENÉS EN 2014

Tableau récapitulatif	2014	2013	2012	2011	2010
Porteurs de projets rencontrés ou contactés :	10	28	30	27	35
dont projets en France	1	6	7	4	
dont projets au Sénégal	9	18	20	21	31
dont projets au Maroc	-	4	3	2	4
Projets réalisés :	7	11	5	9	10
dont projets en France	-	4	1	4	
dont projets au Sénégal	5	6	4	3	10
dont projets au Maroc	-	1	-	2	-
Nombre de rencontres sans suites ou de projets arrêtés :	5	5	10	9	8
dont projets en France	-	1	2	-	-
dont projets au Sénégal	5	2	8	9	5
dont projets au Maroc	-	2	-	-	3
Nombre de projets en cours de montage :	8	13		9	17
dont projets en France	5	10	8	9	15
dont projets au Sénégal	4	1	3	-	2
dont projets au Maroc	-	1	2	-	-
Nombre de jeunes Français partis au Sénégal	26	47	16	16	79
Nombre de jeunes Sénégalais accueillis en France	-	-	-	-	28
Nombre de jeunes Français partis au Maroc	-	10	-	7	-
Nombre de jeunes Marocains accueillis en France	-	-	-	-	-

PROJETS REALISES AU SENEGAL EN 2014

- Association Solidair enfance
- Projet – Stage infirmier
- Association Solidaires ici et ailleurs
- Projet IMPro Chemin Vert
- Association Baobab 2
- Atelier Jeunes et Partage – ABEJ
- SIAD sans frontières

PROJETS ACCOMPAGNES EN 2014 (réalisation prévue en 2015)

De nombreux porteurs de projets sollicitent l'association avec au départ une idée assez vague de ce qu'ils envisagent de réaliser, sans partenaire identifié, ni actions concrètes à réaliser.

La présence de personnel de l'association au Maroc et au Sénégal permet de favoriser la mise en relation et de faciliter les échanges de ces porteurs de projets avec des associations et autres structures locales, puis de leur proposer par la suite un accompagnement dans l'élaboration du projet.

En cette fin d'année 2014, certains porteurs sont en attente de mise en relation.

D'autres projets sont actuellement en cours, les partenaires sont identifiés, mais le projet est toujours en cours de réflexion, construction...

- Baobab 3 (juillet 2015)
- FCP Marcq en Baroeul (juillet 2015)
- Les films « Au Clair de Lune » (année 2015-2016)
- Mission locale de St Omer (octobre 2015)
- Centre Social Lazare Garreau (août 2015)
- Conseil départemental des Yvelines (octobre 2015)
- Esat des Papillons Blancs de Lille (juin 2015)
- Impro du Roitelet de Tourcoing (juin 2015)

RENCONTRES SANS SUITE OU PROJETS ABANDONNES

Les profils sont variés pour ces porteurs de projets. Il peut s'agir de porteurs de projets que le Partenariat rencontre une seule fois sans contact par la suite, accompagnés par ailleurs ou redirigés vers une structure d'accompagnement plus appropriée à leur projet. Parfois également, il s'agit de projets abandonnés en cours de route pour des problèmes de financement ou bien pour d'autres causes.

Quelques porteurs de projets rencontrés en 2014 par l'association ont abandonné leur projet en cours de préparation ou n'ont pas renouvelé leur contact.

- Agir 74
- Association Tempo
- Lycée Beaupré à Haubourdin
- Centre Social l'Arbrisseau
- Univerts Scout

LES TEMPS DE FORMATIONS EN 2014

- ♦ **APP1 : Comment monter un projet de Solidarité Internationale et Soirée de Restitution collective**

Sept personnes ont participé à cette session de formation au montage de projet le 10 décembre 2014.

La journée de formation s'est ensuite poursuivie par la soirée de restitution des groupes partis dans l'année. L'occasion est donnée aux groupes accompagnés par le Partenariat et partis pendant l'année, de restituer leurs actions et leurs projets devant d'autres groupes, devant leurs proches et devant les partenaires de l'association.

Enfin, un temps convivial autour d'un buffet a permis aux groupes « nouveaux » et « anciens » de partager leurs expériences, d'échanger autour de leurs projets avec d'autres jeunes ayant vécu ou qui vont vivre une expérience similaire..

♦ APP 2 : Préparation au Départ

31 personnes ont participé aux formations de préparation au départ, dispensées le 15 janvier 2014, le 16 avril 2014 et le 24 septembre 2014 pour préparer leurs prochains départs au Sénégal.

Les formations furent l'occasion de re-questionner leurs motivations, la forme que prend le projet monté, mais aussi la rencontre interculturelle...

♦ APP 3 : Et après... ?

10 personnes ont participé à cette formation
le 19 mars 2014.

Cette formation a pour but de faire un bilan de l'expérience des porteurs de projets de retour de l'étranger, de préparer un retour pour leurs bailleurs et d'aborder les pistes pour poursuivre leur engagement solidaire en région NPDC par des actions éducatives de sensibilisation ou autres.



LE TRAVAIL EN RESEAU

Résultat 4 : Les ONG et les acteurs des territoires ciblés en France et en Europe (notamment les collectivités locales) coordonnent leurs actions et mutualisent leurs compétences pour que la place de l'ECSI dans les pratiques éducatives et dans les politiques publiques territoriales devienne prioritaire.



Activité 4.1 : Participation et promotion des campagnes nationales et européennes sur l'ECSI

Le Centre Gaïa a participé activement à plusieurs évènements de dimensions régionale et nationale pour promouvoir l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale.

Le Centre Gaïa a réalisé plusieurs activités durant la Semaine du Développement Durable 2014. Des jeux coopératifs et solidaires ont été proposés lors de 3 éditions d'un rallye coopératif à la découverte de Lille-Sud (86 enfants et 10 adultes, les 1, 2 et 3 avril). Le Centre Gaïa a également participé à une manifestation « dimanche en famille à Saint-Sauveur » où un jeu sur l'eau dans le monde a été proposé à tous les visiteurs (50 participants au jeu au total le dimanche 6 avril).

La Semaine de la Solidarité Internationale au cours de laquelle des animations sur l'eau et une balade « découverte de Lille Sud » avaient été prévues n'a finalement pas eu lieu en 2014 mais a été reportée pour le mois de mai 2015, suite à des contraintes logistiques liées au planning des enseignants concernés par l'action.

En 2014 et pour la 4^{ème} année consécutive, le centre Gaïa a accueilli 56 lycéens et 5 professeurs de l'institut d'Essen (Belgique) pour une promenade ludique dans le quartier de Lille Sud. L'objectif étant la découverte d'un quartier populaire de Lille avec toute sa richesse et sa diversité. Ce projet, né d'un partenariat avec Studio Globo, s'enrichit chaque année à la même période, le mois d'avril, de nouveaux partenaires locaux.



Activité 4.2 : Capitalisation des savoir faire et échanges d'expériences dans un but mutualiste avec ADOS et création d'outils et de projets communs.

Le partenariat avec ADOS s'est poursuivi cette année. Trois rencontres entre les deux équipes ont eu lieu à Valence et Lille et une formation commune à été mise en place pour les deux équipes par l'organisation belge ITECO sur la questions des valeurs.

La réflexion sur la réalisation d'un outil commun de capitalisation d'expériences a été lancée et verra le jour en 2015.

Activités 4.3 : Appui à la structuration d'un pôle ECSI de ADOS sur son territoire dans une perspective d'ouverture nationale et européenne

Pendant l'année, plusieurs rencontres et temps d'échanges avec ADOS ont été réalisés dans une perspective d'échange sur les pratiques d'apprentissage réciproques à Lille et à Valence. De plus, une personne d'ADOS a participé à une conférence internationale, organisée par le Partenariat dans le cadre du projet européen MDG'15 à Bruxelles en février 2014.

Plusieurs partenaires potentiels ont été identifiés, mais les conditions des appels à projets européens EuropeAid ont été modifiées (10 pays partenaires minimum), ainsi, vu le durcissement des conditions, aucun projet n'a été déposé.

Activités 4.4 : Diffusion de l'ECSI sur les territoires d'intervention par la participation active et partenariale aux espaces de concertation institutionnels et non institutionnels.

Le Centre Gaïa a poursuivi et développé sa participation active aux espaces de concertation d'ECSI à différentes échelles :

- Participation aux colloques « EUDES » organisée par le Diocèse Lille à destination des enseignants de l'enseignement Catholique au mois d'octobre sur Lille et en novembre dans la ville d'Arras ;
- Participation aux commissions mensuelles du CRDTM et co-organisation de 2 journées de formation sur le montage de projets de solidarité internationale ;
- Implication active dans les activités d'EDUCASOL en tant que membre du Conseil d'administration (CA, AG et journées EDUCASOL).
- Organisation annuelle du comité consultatif pédagogique constitué des membres de la commission ECSI du Partenariat, d'enseignants, d'un représentant de l'Education Nationale, d'un membre de la direction régionale de l'Education, une instance de concertation et d'orientation. Elle s'est tenue le 25 juin 2014.

Activités 4.5 : Appui au développement de l'ECSI au sud par le soutien à la création du CECIDD

Le soutien du Centre Gaïa au Collectif des Enseignants de Saint-Louis à la création du CECIDD s'est poursuivi en 2014. Un cahier des charges technique et un dossier pédagogique du projet CECIDD a été validé par les deux structures. Le Centre Gaïa apporte également un appui à la recherche de financements.

Dans le cadre du partenariat avec ADOS, des professeurs du CECIDD ont été mis en lien avec des professeurs de la Région de Matam, afin d'organiser des échanges entre les élèves de ces deux régions sur des thématiques en lien avec l'environnement.

♦ ***Estimations chiffrées des groupes cibles mobilisés***

Types	Prévision 2014	Réalisé
Monde scolaire	9 500	7362
Porteurs de projets	90	45
Tout public	600	290
TOTAL	10 190	7697

Le total des groupes cibles mobilisés sur 2014 est en-deçà des prévisions et en-deçà des réalisations de 2013, cela traduisant une baisse des activités à destination des enfants sur l'année 2014. En termes d'activités, cette baisse se caractérise comme suit :

- Le nombre d'ateliers d'immersion reste stable (79 en 2014, contre 80 en 2013)
- Le nombre d'ateliers maternels a augmenté (44 en 2014, contre 30 en 2013)
- Le nombre de Parcours Volon'Terre a légèrement baissé (27 en 2014, contre 30 en 2013)
- Le nombre d'animations scolaires a augmenté (84 en 2014, contre 36 en 2013).

En parallèle, l'arrêt du programme européen pour lycéens (MDG'15) fin février 2014, a également provoqué une baisse au niveau des lycéens sensibilisés (environ 1000 lycéens par an).

Par ailleurs, il a été décidé d'arrêter l'activité "visite" depuis la rentrée 2014. En effet, cette activité était proposée à des groupes trop hétérogènes (par leur âge) pour participer à un atelier d'immersion classique (souvent des groupes de centres sociaux ou centres de loisirs) et consistait en une balade dans les décors, suivie de plusieurs petits ateliers manuels. Le Centre Gaïa a arrêté de proposer cette activité depuis la rentrée 2014 (exception pour les structures de la Ville de Lille, dans le cadre d'une convention historique), car son impact sur les élèves en termes de sensibilisation, n'était pas jugé suffisamment important, par rapport aux autres activités du centre.

La baisse peut également s'expliquer, pour les écoles primaires, par la réforme des rythmes scolaires. En effet les écoles qui ont moins de temps pour se déplacer l'après-midi pour participer aux activités de Gaïa, qui durent en moyenne 3 heures. Par ailleurs la diminution des budgets des établissements, dans un contexte de rigueur générale peut en être une explication supplémentaire et se confirme par la tendance de l'augmentation de la demande pour des animations scolaires, qui ne nécessite pas un budget transport pour l'établissement.

Depuis début 2015, le Centre Gaïa souhaite prendre les devants, pour éviter que cette baisse ne se reproduise en 2015, en améliorant sa communication (modernisation de la plaquette de communication du centre pour la rentrée 2015, démarchage de revues pédagogiques pour y publier des articles sur le centre...).

♦ **Actions de capitalisations et/ou de plaidoyer réalisées.**

Comme les années précédentes, le Partenariat a participé à Educasol en tant que membre du Conseil d'Administration. Cette année fut riche au niveau du plaidoyer institutionnel, pour défendre la place de l'ECSI au sein des instances de concertation au niveau ministériel.

En 2014, le centre Gaïa a également mené une évaluation de ses activités. Celle-ci a été réalisée par le cabinet de consultants belge DRIS. Cette étude, qui s'est déroulée entre juin et octobre 2014, fait état de la pertinence du programme d'activités proposé, de l'efficacité et l'efficience des activités et des garanties de durabilité à moyen terme des actions. En parallèle, le rapport pointe un certain nombre de recommandations qui ont été prises en compte par le Partenariat :

- Poursuivre la participation dans les lieux de réflexion sur l'EAD, afin de continuer à intégrer les évolutions en matière d'EAD.
- Maintenir le lien avec les différents partenaires internationaux.
- Renforcer les liens avec les partenaires français (notamment ADOS), afin de réfléchir aux nouvelles modalités de collaboration avec les entités territoriales en matière d'EAD.
- Pour les porteurs de projets, maintenir, et sans doute renforcer, le lien et les interactions entre les deux pôles de l'association afin de tirer un profit maximum des compétences existantes pour créer et améliorer la qualité de l'accompagnement
- Renforcer le travail avec les porteurs de projets au moment du retour
- Réfléchir à un dispositif permettant de travailler avec les professeurs sur le long terme.
- Mener une politique prévisionnelle en termes de recentrage des activités et mettre en place d'un plan d'action des ateliers d'immersion en tant que "core business" de l'association.
- Pour les ateliers d'immersion, préparer une stratégie au niveau du prix.
- Reformuler le résultat 4: le Partenariat est très impliqué dans les réseaux associatifs au plan régional mais il ne joue pas un rôle structurant. D'autres associations ont ce rôle pour mission.
- Mettre en place des modalités récurrentes et systématiques de suivi évaluation.
- Mettre en place un dispositif permettant le transfert de compétences pour diminuer l'impact des rotations éventuelles de personnel.
- Travailler à une plus grande interaction entre les différentes structures internes de l'organisation.
- Organiser des réunions d'équipes au sein du pôle EAD afin de créer un lieu d'échanges plus systématique d'expériences et un moyen plus efficace pour tirer bénéfice des leçons apprises et des bons exemples réalisés.
- Renforcer la pertinence et l'efficacité de la commission EAD.

Un travail de prise en compte des recommandations a été réalisé fin 2014 et se poursuit début 2015.

REVUE DE PRESSE

Apprendre avec ses aînés pour le bien de la planète

Au cœur de la journée intergénérationnelle du centre Gaïa à Lille.

Ce sont des professeurs bien inhabituels. En ce vendredi, Stéphanie Smaghe, enseignante en CM2 à l'école Cahanis de Lille-Fives, a cédé la transmission des savoirs à des jeunes en décrochage scolaire, des personnes handicapées et des adultes qui pourraient être les parents ou les grands-parents de ses élèves.

Au centre Gaïa de Lille-Sud, est en train de se vivre ce que l'on nomme une journée intergénérationnelle. À travers elle, l'association le Partenariat veut permettre d'échanger les bonnes pratiques pour le développement durable et donner des outils aux enfants pour agir au quotidien.

« C'est le rôle de l'école de sensibiliser les élèves sur les sujets importants de société comme le développement durable sans sombrer dans la culpabilisation, estime Stéphanie Smaghe. Cela leur permet de réfléchir aux choix de consommation. » En cuisine, un groupe épluche carottes et pommes de terre pour la soupe du midi. Doriana et Kimberley, 16 ans, sont ravis de partager ce moment avec des plus jeunes. Dans la pièce attenante, Said et Mickaël, 14 ans, aident un autre groupe à confectionner un support



Les élèves se sont initiés à la fabrication d'un lombricomposteur.

mural végétal.

Ces jeunes en décrochage scolaire, fréquentent l'accueil de jour de l'association Iunérailles à Lille. Faire pousser des fleurs dans des bouteilles en plastique, c'est « amusant », « joli », réagissent Halima, Melissa et Matéo heureux « d'apprendre à faire quelque chose » en compagnie de leurs aînés.

Élaborer l'agenda 21 de la classe

Dans la cour, un autre groupe découvre que l'on peut mettre de l'essouffle tout et du papier journal dans le compost grâce à un petit



Chacun pourra embellir son intérieur avec un support mural végétal.

jeu animé par Julie et Antoine, qui fréquentent le service Tempo des Papillons blancs à Villeneuve d'Ascq. Plus loin, des adhérents de l'atelier paille de Ronchin préparent les matériaux pour confectionner avec les enfants des bacs à compost en osier.

Cela fait bientôt dix ans que le Partenariat, association de solidarité internationale, a intégré le développement durable dans tous ses projets à Lille, à Saint-Louis du Sénégal et au Maroc. La conviction que l'on peut tous apprendre les uns des autres guide ainsi la matinée. Après le repas partagé, le jeu de piste du parcours Volon'terre débouche sur l'élaboration de l'agenda 21 de la classe (un projet concret pour mettre en œuvre les principes du développement durable).

« Ce sont des choses que les enfants peuvent faire eux-mêmes, indique Clémence Héaulme, chargée de mission éducation au développement au Partenariat. Tout est mis par écrit et la présence du professeur garantit la faisabilité des actions. »

Cécile Huyghe

LA LETTRE DES ECO MAIRES

4 avril 2014

Energie et Solidarité internationale

Le Partenariat, organisation de solidarité internationale engagée pour le développement des énergies renouvelables innovantes dans la Région de Saint-Louis au Sénégal, recherche des partenaires institutionnels en France et au Sénégal pour ses différents projets : création d'unités solaires, diffusion de combustibles domestiques alternatifs (foyers améliorés, biocharbon) et diffusion des énergies alternatives (biogaz, solaire). Pour plus d'informations : http://www.lepartenariat.org/images/cooperation/fichesprojets/plaquette_DD.pdf et smareschal@lepartenariat.org

Article publié sur le site de l'Agence Française de Développement le 09/09/2014
http://www.afd.fr/home/AFD/nospartenaires/ONG/ctnscroll_ActualitesList/6_24

La coopération internationale dès la maternelle

09/09/2014

Uniques en France, les ateliers d'immersion du centre Gaïa sensibilisent chaque année près de 9000 personnes, surtout des enfants, aux enjeux du développement et de la solidarité internationale. Depuis 2009, l'AFD soutient ce projet innovant et exemplaire qui a permis à l'ONG Le Partenariat de devenir un acteur reconnu de l'éducation au développement en France.

« Je veux rester au Sénégal ! Je ne veux pas retourner en France »

"Je veux rester au Sénégal ! Je ne veux pas retourner en France". Combien de fois les animateurs de l'association Le Partenariat l'ont entendu dans la bouche des enfants au sortir d'un atelier d'immersion ? Et pourtant, c'est bien en France, à Lille plus précisément, que l'association organise ces jeux de rôle où pendant trois heures, chacun va prendre le rôle d'un pêcheur, de l'instituteur, du commerçant, etc. quelque chose semble changer dans le regard que portent les enfants sur la vie dans les pays du Sud.

« L'évaluation que nous menons actuellement révèle que plusieurs mois après l'atelier d'immersion, les enfants ont parfaitement en mémoire le personnage qu'ils jouaient, leur prénom sénégalais, les habits qu'ils portaient... » observe Laura Murphy, déléguée à l'éducation au développement au sein de l'association.



Enfants lors du jeu de rôle qui les plonge dans la vie d'un quartier de pêcheurs sénégalais. Atelier d'immersion du centre Gaïa de l'association Le Partenariat.

Nés en 2006, les ateliers « Cap sur le Sénégal » sont l'activité phare de l'association Le Partenariat. Dans des décors reconstitués d'un village et d'un quartier des pêcheurs d'une ville sénégalaise, ces ateliers d'immersion s'inscrivent dans une démarche pédagogique qui repose sur un scénario mûrement élaboré, alliant des activités pratiques et des temps de réflexion individuels ou collectifs.

"Notre objectif est double : il s'agit de faire connaître aux enfants la vie qu'ils pourraient mener dans un village de pêcheurs sénégalais, leur faire observer les ressemblances et les différences entre la vie là-bas et leur vie ici, en France. Mais plus largement, nous touchons du doigt la question de la solidarité. La solidarité internationale, certes, mais aussi la question de la solidarité et de la citoyenneté en général, dans leur vie de tous les jours

9000 personnes sensibilisées chaque année A Gaïa, Centre de formation et d'éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité internationale (ECSI), l'association sensibilise chaque année près de 9 000 personnes, principalement les scolaires et les enseignants, de la maternelle jusqu'à la fin du lycée, aux enjeux du développement et de la solidarité internationale.

Gaïa est le seul projet de cette nature en France. Cependant, les activités de pédagogie active de l'association se sont diversifiées : animations en classe, locations de malles « découverte du monde », correspondance scolaire, journées intergénérationnelles, jeu de piste sur le développement durable « le Parcours Volon'Terre ».

Former les professeurs pour démultiplier la sensibilisation

Gaïa met l'accent sur la formation des professeurs en organisant des sessions autour des ateliers d'immersion, puis d'une manière plus générale sur les thèmes de la citoyenneté, de la solidarité internationale et du développement durable. Les professeurs utilisent ces notions dans leurs cours, grâce à des outils pédagogiques et des livrets, conçus par le Centre Gaïa.

Dans le cadre de projets européens, Gaïa organise des voyages d'échanges de professeurs en Europe. Ainsi, des professeurs de lycées français se sont déplacés en République tchèque et en Grande Bretagne, afin d'échanger avec leurs homologues étrangers.



Issa s'occupe de la vente des céréales dans la coopérative agricole, lors de l'atelier d'immersion.

Accompagner les porteurs de projets

Gaïa accompagne les groupes de porteurs de projets (principalement des étudiants) souhaitant mettre en place des actions de développement au Sénégal, au Maroc ou bien des projets de sensibilisation en France. Ils reçoivent un appui technique et méthodologique.

Plusieurs outils ont été élaborés, comme par exemple un livret d'accompagnement et un cycle de trois formations. Il s'agit, entre autres, d'assurer un suivi et un accompagnement des porteurs, du début à la fin de leur projet, par les équipes en France, au Sénégal et au Maroc et d'apporter ainsi une garantie de sécurité et d'efficacité.

L'objectif est également d'inciter les porteurs à réaliser des projets de sensibilisation en région Nord Pas de Calais, à leur retour.

Chaque année une soirée de restitution est organisée, au cours de laquelle les groupes de jeunes témoignent de leur expérience auprès de leurs proches et des futurs porteurs. Le but de cette soirée est également de les encourager dans leur engagement citoyen.

Travailler en réseau

Une des valeurs originelles de l'association Le Partenariat est le travail en réseau.

Ainsi, le Centre Gaïa travaille en lien avec des partenaires au niveau local, régional, national et international. Dans le cadre d'un programme triennal, financé par l'AFD (2012-2014), Gaïa a entamé une collaboration avec l'association valentinoise ADOS (association Ardèche Drôme Ouro-Sogui Sénégal).

Cette collaboration a pour but d'échanger et d'observer les activités d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) mises en place par les deux structures, de rédiger un document de capitalisation commun sur les activités des deux associations et de travailler ensemble à la mise en place d'activités d'ECSI au Sud. Ce partenariat permet aux deux structures de s'enrichir mutuellement de leurs activités communes et complémentaires

Quelles perspectives pour l'avenir ?

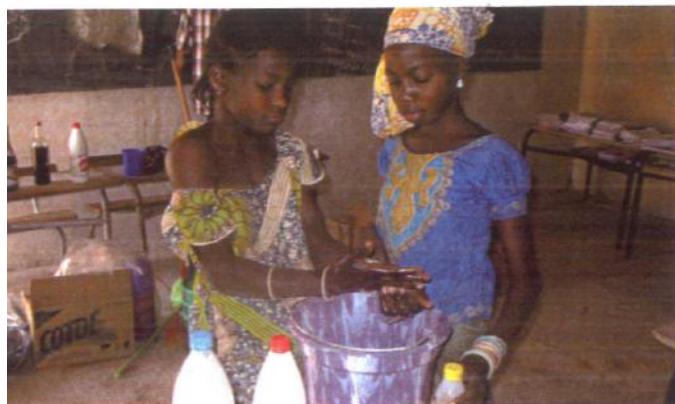
Actuellement le Centre Gaïa prépare un nouvel atelier d'immersion pour sensibiliser les étudiants et les jeunes adultes aux mécanismes de la mondialisation. Un rapprochement avec les collectivités locales est également envisagé, afin de les accompagner dans la mise en place de projets d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale sur leurs territoires.

Le credo de l'association : les effets néfastes de la mondialisation ne sont pas une fatalité, nous pouvons tous devenir des acteurs solidaires et citoyens !

►En savoir plus sur l'association [**Le Partenariat**](#)

"Le Partenariat" associe eau et éducation au Sénégal et au Maroc

Depuis plus de trente ans, l'association Le Partenariat agit pour améliorer l'environnement scolaire dans des écoles sénégalaises et marocaines par l'accès à l'eau et à l'assainissement, la sécurisation du périmètre de l'école, la sensibilisation des enfants à l'hygiène et à l'environnement.



© Le Partenariat

66 écoles des régions de Saint-Louis et Matam ont été sélectionnées pour faire partie du programme d'accès à l'eau 2012-2015.

Lors de sa création en 1981, l'association lilloise Le Partenariat ne se donnait pas comme objectif premier d'agir dans le domaine de l'eau. « Nous avons commencé par d'autres programmes, notamment la construction de classes pour améliorer l'accès à l'éducation. Mais la question de l'alimentation en eau est venue très vite : d'elle dépendent la santé des élèves, leurs résultats, les taux de déperdition scolaire... Au même moment en France a été mis en place le « 1% eau ». Nous avons donc lancé en 2007 notre programme d'accès à l'eau avec un financement de l'agence de l'eau Artois-Picardie », se souvient Simon Maréchal, responsable du pôle coopération du Partenariat.

Au début, seule la région de Saint-Louis au Sénégal était concernée. Cela a permis de tester une méthode d'intervention et d'impliquer les acteurs locaux. « Les collectivités locales sont maîtres d'ouvrage. Les associations de parents d'élèves, l'inspection d'académie, les équipes pédagogiques, les services techniques de l'Etat ou des collectivités sont mis à contribution », souligne Simon Maréchal. Dès 2010, la région de Matam, toujours au Sénégal, s'est ajoutée.

Puis 2012, l'association a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement (AFD). Le programme a alors pris toute son envergure. Lancé sur la période 2012-2015, il

dispose d'un budget de 1,6 millions d'euros pour trois ans.

Priorité sur le raccordement au réseau

Il a commencé par l'actualisation de l'étude des besoins dans les régions concernées. Sur les 1082 écoles des régions de Saint-Louis et de Matam, 66 écoles ont été sélectionnées pour faire partie du programme 2012-2015, en partenariat avec le ministère sénégalais de l'Education nationale. Le programme s'est aussi étendu à la région de Douakkala Abda au Maroc. Il y a touché 11 écoles depuis 2012.

L'association agit sur plusieurs tableaux. Elle finance une clôture autour de l'école. Elle fait construire des box de latrines. Elle raccorde l'école au réseau d'alimentation en eau potable. « Il est préférable de raccorder l'école au réseau existant plutôt que de faire un forage car un forage doit être entretenu et il y a des risques de panne », explique le responsable du pôle coopération. Généralement, l'école est à proximité d'un réseau. Plus rarement, il a fallu construire 2 à 3 km de canalisations jusqu'au réseau. « Dans ce cas-là, nous équipons aussi le village où se trouve l'école d'une borne-fontaine, formons un fontainier... » poursuit-il.

Outre la mise en œuvre d'équipements, le programme développé par Le Partenariat prévoit une éducation à l'environnement et à l'hygiène. Au Sénégal, des enseignants de l'Éducation nationale sénégalaise ont été détachés spécialement pour accompagner le programme de sensibilisation/formation.

Quant au bilan, il indique par exemple pour l'année 2012 dans la région de Matam un effectif en hausse de 11,8%. Les résultats aux tests de connaissances hygiène-environnement, après intervention, ont été améliorés de 14,6%. Forte de ces résultats, l'association veut continuer à aider les pays où elle est déjà engagée et étendre son action vers la Guinée.

Caroline Kim



LE PARTENARIAT

Organisation de Solidarité Internationale

En France :

71 rue Victor Renard
59000 Lille
Tél : +33 (0)3 20 53 76 76
Fax : +33 (0)3 20 88 22 95
contact@lepartenariat.org

Au Maroc :

Angle Avenue Medina Mounouara
et Avenue de la Liberté
46 000 - Safi
Tél : +212 636 062 536
spfm@lepartenariat.org

Au Sénégal :

Rue Paul Holle
BP 746 Saint-Louis
Tél : +221 961 46 51
Fax : +221 961 46 52
plslouis@orange.sn

www.lepartenariat.org